

Les Enjeux

Quotidien national de l'économie

Eco

Jeudi 1^{er} février 2024 - Prix : 20 DA - <http://www.lesenjeuxeco.dz> ■ N°307 ■

Chronique Eco

**L'Afrique :
longtemps ignorée,
aujourd'hui adulée,
courtisée !!!!**

P 16

EXPORTATION DE GAZ PAR GAZODUCS VERS L'UE EN 2023

L'Algérie arrive en 2^e position

● Sonatrach signe un accord de 10 ans avec Grain LNG

L'Algérie s'est classée comme deuxième pays exportateur de gaz naturel par gazoducs vers l'Union européenne (UE) en 2023, avec une augmentation significative de ses exportations de gaz liquéfié (GNL), selon le rapport mensuel du Forum des pays exportateurs de gaz (GECF). P 4



PLUS DE 260 EXPOSANTS
ATTENDUS AU SALON
«MAGHREB PHARMA EXPO»

**Les Indiens et Chinois
en force**



Le plus grand salon de technologie pharmaceutique en Afrique «Maghreb Pharma Expo» se tiendra du 5 au 7 février prochain au Palais des expositions «Safex», à Alger. Pas moins de 260 exposants sont attendus à cet important événement, dont plus 60% d'entre eux sont des étrangers représentant 20 pays et 79 exposants nationaux.

P 2

CONCERTATIONS
MINISTÈRE/CREA

**Cap sur la relance
du secteur des mines**

Avec un potentiel de plus de 1.000 ressources minérales souterraines, notamment le fer, le phosphate, le zinc, l'or et le manganèse, le secteur minier en Algérie recèle des potentialités énormes. Sous exploité durant plusieurs décennies, ce secteur s'inscrit désormais au cœur de la stratégie de diversification de l'économie nationale, grâce, notamment, à la révision de son cadre législatif et au lancement de mégaprojets structurants.

P 3

INDUSTRIE
**2024, l'année
de la relance**

Le ministre de l'Industrie et de la Production pharmaceutique, Ali Aoun, a affirmé mardi à Sétif que «l'année 2024 sera marquée par une relance industrielle dans tous les domaines». Dans une déclaration à la presse en marge de sa visite de travail et d'inspection de plusieurs unités industrielles dans la wilaya, le ministre a souligné que «l'industrie pharmaceutique a enregistré une relance et les autres domaines industriels dont la sidérurgie, la production de matériaux de construction et le textile devront accompagner cette relance».

P 4

PROJETS DES VILLES NOUVELLES
DE BOUGHEZOUL ET D'EL MÉNIAÂ

**Accord pour
l'accompagnement par
des experts chinois** P 3

PÊCHE ET AQUACULTURE

**Le CNRDPA
se dote d'un incubateur
labélisé** P 5

CONTRIBUTION

**Comment parler
de progrès ?** P 7

Par DERGUINI Arezki

PARTICIPATION AU
SALON DE LA SANTÉ EN
ÉTHIOPIE

80% des frais
assurés par le FSPE

Le ministère de l'Industrie et de la Production pharmaceutique a émis une instruction destinée aux opérateurs pharmaceutiques, par laquelle il a annoncé l'organisation de la huitième édition du Salon de la santé à Addis-Abeba, en Éthiopie, . Le ministère a invité les opérateurs pharmaceutiques à participer à cet événement qui se tiendra du 07 au 09 mars 2024 afin de promouvoir les produits algériens en Éthiopie. Le ministère a également affirmé que 80 % des frais liés au transport, au transit des échantillons et à la location de l'espace d'exposition, y compris les frais de publicité, seront pris en charge par la FSPE (Fond spécial pour la promotion des exportations). Cette exposition est la plus grande de la région dans le domaine des soins de santé, des technologies médicales et pharmaceutiques. C'est également une plateforme majeure qui favorise le développement du secteur de la santé en facilitant les échanges et l'introduction de nouvelles technologies et transfert de connaissances à toutes les étapes de la chaîne de valeur.

REMISE EN SERVICE DU
TÉLÉPHÉRIQUE DE LA
VILLE DE CONSTANTINE
Début des tests
techniques

Les tests techniques pour la remise en service du téléphérique de la ville de Constantine à l'arrêt depuis 2018 pour des raisons techniques ont débuté mercredi. Présidant le lancement de ces tests, le wali Abdelkhalek Sayouda a indiqué dans une déclaration à la presse que le téléphérique "reprenra le service commercial au début du mois de mars prochain". "La concrétisation de ce projet qui a porté sur la rénovation du réseau de câbles et des cabines et l'entretien des trois stations Emir Abdelkader, CHU et Tatache Belkacem traduit les efforts de l'Etat visant la consolidation du secteur du transport dans la wilaya et l'atténuation de la pression sur les autres moyens de transport urbain ainsi que l'amélioration des conditions de déplacements des citoyens dans la ville de Constantin", a affirmé le wali, soulignant que ce téléphérique "permettra de transporter 20.000 personnes par jour".

PLUS DE 260 EXPOSANTS ATTENDUS AU SALON « MAGHREB PHARMA»

Les Indiens et Chinois en force

Le plus grand salon de technologie pharmaceutique en Afrique «Maghreb Expo» se tiendra du 5 au 7 février prochain au Palais des expositions «Safex», à Alger. Pas moins de 260 exposants sont attendus à cet important événement, dont plus 60% d'entre eux sont des étrangers représentant 20 pays et 79 exposants nationaux.

Par Zahir R

Les Indiens et Chinois seront en force leur de cette 10^{ème} édition du «Maghreb Pharma», affirme Bachiri Feriel, représentant de la société «EASYFAIRS ALGERIA» organisatrice du salon lors d'une conférence de presse tenue hier à Alger. En effet, c'est les indiens qui arrivent en tête avec 47 sociétés et laboratoires, suivis par les chinois et la France avec 27 sociétés chacun. En quatrième position arrive les Italiens avec 12 exposants activant dans divers domaines pharmaceutiques. Les allemands seront également présents avec neuf exposants, l'Espagne (8), Tunisie (7), Belgique (7) et l'Égypte (4). Elle a ajouté que l'édition 2024 de «Maghreb Pharma» ambitionne de contribuer à dynamiser la production nationale des médicaments en permettant aux industriels du médicament qui visiteront le Salon de rencontrer des centaines de fournisseurs d'équipements et technologie pharmaceutique, parmi les exposants. La conférencière a également relevé que cet événement proposera aux professionnels du secteur «une immense offre en intrants pharmaceutiques», à travers les derniers équipements en matière des lignes de production, de conditionnement et d'emballage, systèmes de traite-

ment de l'air et réacteurs biotechnologiques et contribuera à répondre à la demande locale croissante en équipements de laboratoire, de contrôle et de production. Le Salon représentera, en outre, aux professionnels de l'industrie pharmaceutique une opportunité pour étendre leurs réseaux, conclure des partenariats et optimiser leurs activités commerciales. «Avec une sélection diversifiée et exhaustive d'entreprises représentant les acteurs clés de l'industrie pharmaceutique, Maghreb Pharma vous offre une opportunité inestimable pour vous connecter, échanger des idées et découvrir les dernières avancées dans le domaine», souligne-t-elle. Selon la même intervenante, depuis 10 ans, MAGHREB PHARMA Expo s'est imposée comme la plus grande plateforme regroupant tous les fournisseurs d'intrants, produits et services pour l'industrie pharmaceutique: ingrédients pharmaceutiques, lignes de production, conditionnement, salles blanches, traitement de l'air, production d'eau, lignes stériles, réacteurs biotechnologiques, équipements de laboratoire et de contrôle qualité. L'événement est visité par plus de 4000 décideurs d'Algérie, Tunisie, Mali, Mauritanie, Libye et plus. C'est un rendez-vous à ne pas manquer surtout, dit-elle encore. En parallèle, des conférences et des sym-

posiums animés par des experts du domaine se tiendront tout au long des trois journées de l'événement, et porteront notamment sur le cadre réglementaire et l'évolution des compléments alimentaires, la production oncologique en Algérie et également l'industrie cosmétique. Les organisateurs de l'événement veulent ainsi donner un cachet africain pour leur événement. Un objectif qui s'inscrit en ligne droite avec la vision des autorités du pays, à savoir aller à la conquête du marché africain. «Notre objectif est d'exporter vers les pays du sahel», dira l'intervenante. Le Salon représentera, en outre, aux professionnels de l'industrie pharmaceutique une opportunité pour étendre leurs réseaux, conclure des partenariats et optimiser leurs activités commerciales. D'ailleurs, la même intervenante a annoncé que «de grands pactes de partenariats seront signés dans divers domaines d'activités pharmaceutique durant ce salon». En parallèle, des conférences et des symposiums animés par des experts du domaine se tiendront tout au long des trois journées de l'événement, et porteront notamment sur le cadre réglementaire et l'évolution des compléments alimentaires, la production oncologique en Algérie et également l'industrie cosmétique.

1^{ère} COMMISSION BILATÉRALE DE DÉVELOPPEMENT DES RÉGIONS
FRONTALIÈRES ALGÉRO-TUNISIENNES

Signature d'une feuille de route

Les travaux de la 1^{ère} Commission bilatérale de promotion et de développement des régions frontalières algéro-tunisiennes ont pris fin, mardi soir à Alger, par la signature d'une feuille de route portant plusieurs mécanismes pratiques pour la promotion et le développement des régions frontalières. La feuille de route couronnant les travaux de cette session de deux jours a été signée par le ministre de l'Intérieur, des Collectivités locales et de l'Aménagement du territoire, Brahim Merad et son homologue tunisien, Kamel Feki, en présence de walis des wilayas frontalières des deux pays et de représentants des secteurs concernés par le développement des régions frontalières. A cette occasion, M. Merad a déclaré que cette feuille de route renfermait des

"projets réalistes et réels", ajoutant qu'il sera question lors de la prochaine session de la Commission "d'évaluer le taux d'exécution" de ces projets. Les walis des wilayas frontalières algériennes "resteront en contact permanent avec leurs homologues des wilayas frontalières tunisiennes dans le but de mettre en œuvre ces projets ambitieux", a-t-il assuré. Les travaux de cette session ont permis, en outre, d'évoquer "les différentes questions liées à l'amélioration des conditions de vie des citoyens dans ces régions et à la garantie de leur développement et de la relance économique, en application de la volonté commune du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune et de son homologue tunisien, M. Kaïs Saïed", a poursuivi le

ministre. "Nous avons perçu une convergence de vues et une conscience mutuelle des défis communs et de la forte volonté de tirer profit des expériences et expertises, voire de promouvoir ces régions pour s'adapter au développement" avec "la pose d'un nouveau jalon de la coopération bilatérale et sa promotion à des niveaux plus pratiques et concrets pour nos citoyens, en vue d'être à la hauteur des relations historique entre l'Algérie et la Tunisie". De son côté, M. Feki a appelé tous les acteurs "à œuvrer à faire aboutir les recommandations de cette session pour la promotion des wilayas frontalières des deux pays sur les plans socio-économique et culturel".

RE

Quotidien économique

Les EnjeuxEco

Edité par la
SARL
Les enjeux Eco
Tel: 06 98165554

Gérant
Belmihoub
Abdelaziz

Directeur de
publication
Radji Zahir

Siège social
03,Rue Ali Boumendjel
Square Port Said , Casbah
email: lesenjeuxeco@gmail.com

ccb : BDL 005
00170000003889 09

Impression
Centre : SIA

Distribution
Centre:
les enjeux Eco

PUBLICITÉ

«Pour votre publicité, s'adresser à : L'Entreprise Nationale de Communication, d'Édition et de Publicité»
Agence ANEP 01, avenue Pasteur, Alger
Téléphone : 021 73 71 28 / 021 73 76 78 / 021 74 99 81
Fax : 021 73 95 59
E-mail: agence.regie@anep.com.dz
Programmation.regie@anep.com.dz

CONCERTATIONS MINISTÈRE DES MINES/CREA

Cap sur la relance du secteur des mines

Avec un potentiel de plus de 1.000 ressources minérales souterraines, notamment le fer, le phosphate, le zinc, l'or et le manganèse, le secteur minier en Algérie recèle des potentialités énormes. Sous exploité durant plusieurs décennies, ce secteur s'inscrit désormais au cœur de la stratégie de diversification de l'économie nationale, grâce, notamment, à la révision de son cadre législatif et au lancement de mégaprojets structurants.

Par Reda Hadi

C'est dans un souci de sa relance, que le ministre de l'Energie et des Mines et le président du Conseil du renouveau économique algérien (CREA), ont présidé, mardi à Alger, une réunion de coordination, durant laquelle ils ont examiné les moyens de renforcement de la coopération pour la relance et le développement de l'activité minière en Algérie, indique un communiqué du ministère. Lors de cette rencontre, qui s'est déroulée au siège du ministère en présence de ses cadres, de membres du CREA et de l'agence nationale des activités minières (ANAM), les deux parties ont examiné la situation actuelle de l'activité minière en Algérie, tout en mettant en lumière les capacités disponibles et les défis à relever, précise le communiqué. Les discussions ont également porté sur "la stratégie tracée et les plans adoptés pour stimuler l'investissement dans le secteur minier, notamment en ce qui concerne les études géologiques, la recherche, la prospection, l'exploitation minière et l'industrie de transformation minière, selon la même source. Beaucoup estiment que la conjoncture géopolitique internationale, marquée par des besoins de plus en plus accrus en matières premières, place le secteur des minerais et des métaux dans une position névralgique. Les ressources minières dont dispose l'Algérie sont ipso facto un atout et un levier hyper-stratégique. Des sources à l'Anam expliquent que sur fond d'une véritable ruée minière, que ce soit sur l'or, l'argent, le cuivre ou les métaux plus rares, les enjeux revêtent une dimension géopolitique. Conflit en Ukraine, événements climatiques, chamboulements géopolitiques internationaux, tout cela a eu un impact indéniable sur les sociétés minières. Ce boom, qui affecte le marché du minerai de fer, du zinc, du phosphate, du cobalt, du cuivre, du lanthane, du lithium, du palladium, du manganèse ou encore du titane, va redistribuer les cartes au niveau géopolitique. La sécurisa-

tion des approvisionnements en matières premières, dont se soucient présentement de nombreux Etats et blocs régionaux partenaires de l'Algérie, est un facteur économique décisif. L'Algérie a le potentiel de devenir un des plus grands exportateurs de minerais métalliques, notamment pour fournir ses partenaires au sein des BRICS, bloc auquel l'Algérie est sur le point d'adhérer avec un impact économique crucial. Le partenariat s'intensifie notamment avec la Chine, premier importateur mondial de minerais. Dans son ensemble, le domaine des mines constitue un des champs privilégiés pour le développement de l'investissement étranger direct, particulièrement parce qu'il requière à la fois une expertise technique et commerciale et le développement d'installations modernes performantes. Il se justifie donc autant comme vecteur de croissance économique que comme support de développement technologique. L'investissement direct extérieur et le développement d'un secteur privé viable constituent la clef de voute du plan d'action 2020/2024, établi par les pouvoirs publics. La bonne gouvernance, un cadre réglementaire prévisible et transparent, la primauté du droit et la stabilité sociale sont autant d'éléments qui créent un climat favorable à l'investissement que l'Algérie s'est attelée à mettre en place. L'attractivité du secteur minier en Algérie n'est plus à démontrer. Aussi, en plus des ressources inestimables de son sous-sol, et fort de sa stabilité et disposant d'infrastructures assez performantes, le pays aspire à augmenter l'attractivité du secteur minier. Il convient d'ajouter que l'industrie minière est perçue comme bénéfique au pays en terme de création d'emplois. Au regard de cela, il a été procédé à la création du ministère des Mines qui relevait auparavant du ministère de l'Industrie. Dans ce sens, des efforts ont été déployés pour améliorer le cadre réglementaire sur fond de mesures incitatives, notamment dans le cadre d'une nouvelle loi modifiant la loi minière de 2014 sur les mines, comportant

de nouvelles dispositions favorables comme l'extension du champ d'application à toutes les substances minérales, l'introduction de l'autorisation d'exploration de grandes superficies, ou encore en matière d'exploitation des réserves. La révision de la législation a pour but de drainer les investissements, dans le cadre de la mise en œuvre de la stratégie de relance du secteur des mines reposant sur 3 axes, notamment la réforme de la loi régissant l'activité minière pour attirer davantage d'investisseurs locaux et étrangers. Le deuxième axe consiste en la révision de la carte minière nationale pour plus de précision dans le recensement des richesses minières dont dispose le pays. Le troisième axe porte sur le développement des mines existantes, c'est-à-dire déjà découvertes à travers leur restructuration, organisation et gestion. Des sources de l'Anam, assurent aussi, que dans le programme du ministère des mines, il est aussi question de favoriser la relance de la petite mine, longtemps considérée comme le parent pauvre du secteur. En effet, des efforts considérables ont été consentis pour promouvoir les activités de ce secteur. Diverses campagnes ont été menées pour une plus grande vulgarisation. Des journées nommées RMC (rencontre mines et carrières), ont lieu chaque année et permettent ainsi de prendre connaissance d'une manière actualisée des potentiels existants au niveau de chaque wilaya, et formuler des investissements pour les marchés mis en vente. Par ailleurs, selon les mêmes sources, les métaux rares sont un créneau, qui mérite une attention particulière. En effet, et selon le service géologique américain, l'Algérie détiendrait 20% des réserves mondiales. Selon certains experts algériens, dans le domaine géologique et minier, Il existe de nombreux indices de présence de terres rares sous forme de gisements minéraux. S'il se confirme que son sous-sol renferme bien des gisements exploitables et rentables de métaux rares, l'Algérie doit alors faire les bons choix.

PROJETS DES VILLES NOUVELLES DE BOUGHEZOUL ET D'EL MÉNIAÂ

Accord pour l'accompagnement par des experts chinois

Le ministre de l'Habitat, de l'Urbanisme et de la Ville, Mohamed Tarek Belaribi s'est réuni dans la capitale chinoise Pékin, avec son homologue chinois, Ni Hong avec lequel il a convenu de l'accompagnement par des experts chinois de l'habitat des deux projets des villes nouvelles en cours de réalisation (Boughezoul et El Méniaâ) et de l'actualisation du système parasismique national, a indiqué mercredi un communiqué du ministère. La rencontre de M. Belaribi avec le ministre du Logement et du Développement urbain et rural de la République populaire de Chine, s'est déroulée en marge des travaux de la 8e session de la Commission mixte algéro-chinoise pour la coopération économique, commerciale et technique, qui s'est tenue mardi à Pékin.

Selon la même source, la rencontre a permis d'évaluer ce qui a été accompli et la coordination entre les deux parties, après la réunion qui a regroupé les deux ministres, le 20 juillet 2023, à l'occasion de la visite du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, en République populaire de Chine. La réunion a également porté sur les questions débattues par les experts lors des travaux de la 8e session de la Commission mixte algéro-chinoise pour la coopération économiques, commerciale et technique, « les deux parties ayant convenu de l'accompagnement par des experts du secteur de l'habitat de la République populaire de Chine, des projets convenus, notamment les deux projets des villes nouvelles en cours de réalisation en Algérie (Boughezoul-El Méniaâ), outre l'accompagnement par les ex-

perts chinois de leurs homologues algériens pour l'actualisation des Règles parasismiques algériennes (RPA). D'autre part, M. Belaribi s'est rendu en compagnie de l'ambassadeur d'Algérie en Chine à la nouvelle ville « Xiong An », située à 105 km de la capitale chinoise, Pékin, et qui devrait accueillir 5 millions d'habitants. Des explications sur la technologie utilisée dans la construction et l'aménagement de cette ville à même de désengorger la capitale Pékin, ont été données au ministre, selon le communiqué. A cette occasion, M. Belaribi a souligné « la nécessité d'échanger les expertises, d'autant plus que l'Algérie est en train de construire des villes nouvelles avec des technologies ultra développées, telles que la ville de Boughezoul, d'El-Menia et de Hassi Messaoud », indique le communiqué.

COMMISSION MIXTE ALGÉRO-CHINOISE POUR LA COOPÉRATION ÉCONOMIQUE Les chinois invités à intensifier leurs investissements en Algérie

Le ministre de l'Habitat, de l'Urbanisme et de la Ville, Mohamed Tarek Belaribi, a invité, mardi à Pékin, les entreprises chinoises à intensifier leurs investissements en Algérie, suggérant l'organisation d'un forum d'affaires conjoint pour explorer les opportunités de partenariat offertes. Dans son allocution aux travaux de la 8e session de la commission mixte algéro-chinoise pour la coopération économique, commerciale et technique, coprésidée avec le ministre chinois du Commerce, Wang Wentao, M. Belaribi a affirmé que "l'Algérie qui salue hautement la grande contribution des entreprises chinoises dans la réalisation de plusieurs projets d'infrastructures dont l'autoroute est-ouest, la Grande mosquée d'Alger et les programmes de logements, invite avec insistance les entreprises chinoises à renforcer et à consolider leurs investissements directs qui demeurent en deçà des aspirations". Parmi les secteurs proposés dans ce sens, le ministre a cité en particulier les secteurs de l'énergie et des mines, des transports, aérien, maritime et ferroviaire, des infrastructures de base, de l'industrie toutes filières confondues, de l'agriculture, de l'hydraulique, de l'aquaculture, des technologies modernes et du numérique, de l'habitat, de l'urbanisme et de l'aménagement du territoire, outre le secteur du tourisme ou il est question de faciliter le déplacement des touristes chinois en Algérie. Le ministre a appelé, dans ce contexte, à la relance du groupe de travail conjoint pour la mise en œuvre de la convention relative au renforcement des capacités productives qu'il considère "parmi les meilleurs moyens de concrétisation effective de l'approche des deux pays en la matière, et ce à travers l'élaboration d'une feuille de route contenant les différentes étapes pratiques de réalisation des projets revêtant un caractère prioritaire pour les deux pays". Il a souligné également l'importance d'appliquer les clauses du mémorandum d'entente pour la création d'un groupe de travail conjoint algéro-chinois d'investissement et de coopération économique, signé en juillet 2023, à travers la coordination entre l'Agence algérienne de promotion de l'investissement (AAPI) et le département compétent au ministère du Commerce chinois, et ce pour l'examen des différentes questions liées à l'investissement et au partenariat économique en vue d'informer périodiquement la commission mixte du rythme de travail et des résultats réalisés. A cet égard, l'Algérie suggère d'abriter un forum d'affaires algéro-chinois dédié aux opportunités d'investissement offertes en Algérie, notamment dans les secteurs prioritaires pour les deux pays, ajoute M. Belaribi. Ce forum doit regrouper les grandes compagnies chinoises et leurs homologues algériennes activant dans les domaines d'intérêt commun, pour une réalisation optimale des projets économiques et d'investissement dans le pays.

Synthèse R.E.

DEMANDE
MONDIALE D'OR
**En baisse de
5%, à 4.448,4
tonnes**

La demande mondiale d'or a baissé en 2023, le repli s'accroissant en fin d'année sous le coup des taux d'intérêts élevés chez les investisseurs et du prix record de l'or côté particuliers. La demande d'or a reculé de 5% l'an dernier, à 4.448,4 tonnes, lestée par un quatrième trimestre plus faible (-12% en glissement annuel), d'après le rapport trimestriel du Conseil mondial de l'or (CMO) publié hier mercredi. Des sorties d'ETF, ces titres financiers cotés indexés sur le cours du métal jaune, ainsi qu'une légère baisse de la demande de lingots et pièces ont fait chuter le total de l'investissement en or de 15% en 2023, à 945,1 tonnes, soit son plus bas niveau depuis 10 ans, selon le rapport du CMO. Les ETF ont enregistré des sorties annuelles nettes pour la troisième année consécutive, de 244,4 tonnes. En 2023, le prix de l'or a aussi battu son record historique, atteignant 2.135,39 dollars l'once, sur fond d'attentes de baisse des taux d'intérêts de la Réserve fédérale américaine (Fed) et de tensions géopolitiques au Moyen-Orient. La consommation annuelle de bijoux est restée à quelques tonnes près stable en 2023 par rapport à l'année précédente, à 2.092,6 tonnes, ce qui montre une certaine résilience aux prix records de l'or, répercutés quasi immédiatement sur les pièces vendues au détail, a expliqué Louise Street, analyste au sein du CMO. Les banques centrales ont quant à elles acheté 1.037,4 tonnes d'or en 2023, soit 4% de moins qu'en 2022, année qui avait été marquée par une demande des institutions monétaires au plus haut depuis 55 ans. L'or a, en effet, été particulièrement prisé par les banques centrales au cours des deux dernières années, en raison de la performance du métal précieux "en tant que protection contre l'inflation, de sa performance en temps de crise et de son rôle de valeur refuge", selon Louise Street. Au quatrième trimestre 2023 cependant, les achats nets des banques centrales ont totalisé 229,4 tonnes, soit une chute de 40% en glissement annuel. Enfin, sur l'année 2023, l'utilisation de l'or dans le secteur technologique a fléchi de 4%, à 297,8 tonnes.

R E.

EXPORTATION DE GAZ PAR GAZODUCS VERS L'UE

L'Algérie arrive en 2^e position

L'Algérie s'est classée comme deuxième pays exportateur de gaz naturel par gazoducs vers l'Union européenne (UE) en 2023, avec une augmentation significative de ses exportations de gaz liquéfié (GNL), selon le rapport mensuel du Forum des pays exportateurs de gaz (GECF).

Synthèse S T.

Le rapport du forum pour le mois de janvier indique, qu'en 2023, l'Algérie a fourni 19% du gaz naturel exporté par gazoduc vers l'UE, se classant ainsi juste derrière la Norvège, qui occupe la première place en la matière avec une part de marché de 54%, alors que la Russie s'est classée à la troisième place, avec une part de 17%. Dans le même contexte, la moyenne mensuelle en 2023 des exportations de l'Algérie vers l'UE a atteint 2,41 milliards de m3 (mm3), contre une moyenne de 7 mm3 pour la Norvège et 2,3 mm3 pour la Russie. Le rapport souligne que «l'UE a importé 155 mm3 de gaz en 2023, soit un déficit de 23% par rapport à ce qui a été importé en 2022». L'Algérie dispose d'un gazoduc la reliant avec l'Italie et un autre avec l'Espagne, tandis que la Norvège dispose de six pipelines. D'autre part, les exportations mondiales de gaz naturel liquéfié (GNL), en décembre 2023, ont augmenté de 5,3% sur un an, (1,90 million de tonnes), atteignant un «niveau record», soit la plus forte augmentation mensuelle sur une base annuelle depuis février 2023, selon le rapport. Le mois de décembre a connu une «croissance remarquable» des exportations de GNL des Etats membres et observateurs du forum, de 3,8 % sur une base annuelle, pour atteindre 18,03 millions de tonnes. Il s'agit des exportations mensuelles les plus élevées de GNL pour les membres du

GECF depuis janvier 2020, indique le rapport, précisant que le nombre total d'expéditions de GNL dans le monde a atteint 6266,56 expéditions en 2023. Les Etats Unis arrivent en tête avec 123 cargaison, suivis par l'Algérie en deuxième position, avec 54 cargaisons. La Norvège a enregistré le plus fort taux d'augmentation des exportations de GNL l'année dernière (+59%), suivie par l'Algérie (+25%), et le Pérou (+22%). L'Algérie accueillera, du 29 février au 2 mars prochains, le 7e Sommet du GECF, qui réunit les principaux pays exportateurs mondiaux de gaz, représentant ensemble 70% des réserves mondiales de gaz prouvées, plus de 40 % de la production commercialisée, 47% des exportations par gazoducs et plus de la moitié des exportations de gaz naturel liquéfié au niveau mondial. Il est à rappeler que l'Algérie a enregistré, en 2023, d'excellentes performances en matière d'exportation de gaz naturel liquéfié (GNL), confortant ainsi sa place de "fournisseur fiable" et de plus grand exportateur de GNL en Afrique dépassant ainsi le Nigéria, avec le taux de croissance de ces exportations le plus élevé à l'échelle arabe, selon un rapport publié, dimanche, par l'Organisation des pays arabes exportateurs de pétrole (OPAEP). Evoquant l'évolution trimestrielle du GNL et de l'hydrogène et l'état de l'industrie en 2023, l'OPAEP a fait savoir dans son rapport publié sur son site électronique que "les exportations de l'Algérie en GNL ont

connu une excellente performance l'année dernière en raison du taux de croissance remarquable réalisé contrairement à celui de 2022. L'Algérie a pu commercialiser son produit au moment où les pays de l'UE sont en quête de diversifier les sources d'approvisionnement". «La Turquie occupe la première place sur la liste des pays importateurs de gaz liquéfié d'Algérie, avec plus de 4,3 millions de tonnes importés, chiffre qui dépasse les engagements convenus entre les deux partis fixés à 3,2 millions de tonnes par an, ce qui réaffirme la place de l'Algérie en tant que fournisseur fiable pour le marché turc», lit-on dans le même communiqué. La liste des grands importateurs de GNL algérien compte, également, la France qui occupe la deuxième place avec 3,2 millions de tonnes, l'Italie en troisième place avec un total de 1,8 million de tonnes, l'Espagne en quatrième place avec un total de 1,4 million de tonnes, ainsi que la Chine avec un total de 0,4 millions de tonnes, ajoute l'organisation des pays arabes exportateurs de pétrole. Le rapport indique que l'Algérie "fait partie des pays jouissant de relations stratégiques avec ses collaborateurs européens, ainsi que d'une grande crédibilité qui s'étend depuis des décennies en matière d'approvisionnement en gaz naturel liquéfié et de gaz par pipeline, grâce à ce qu'elle possède comme infrastructures d'exportation, de stations de liquéfaction à Skikda et Arzew (Oran), ou de pipelines la reliant au marché européen comme l'Italie et l'Espagne".

PÉTROLE

Le Brent à 81,90 dollars à Londres

Les prix du pétrole baissaient ce mercredi, lestés par la contraction de l'activité manufacturière chinoise, indicateur inquiétant les investisseurs sur la résilience de la demande du premier importateur mondial de brut. Le prix du baril de Brent de la mer du Nord, pour livraison en mars, dont c'est le dernier jour d'utilisation, perdait 1,17% à 81,90 dollars. Son équivalent américain, le baril de

West Texas Intermediate (WTI), pour livraison le même mois, cédait 1,23% à 76,86 dollars. «Le marché est à nouveau sur la défensive à cause (...) des données économiques chinoises», commentent des analystes. Les deux références du brut perdent du terrain après un indicateur économique décevant venant de Chine, «réduisant les attentes d'un rebond de la demande de pétrole brut du

pays», expliquent les analystes. L'activité manufacturière s'est en effet contractée en Chine en janvier pour le quatrième mois consécutif, selon des données officielles publiées ce mercredi, la faible demande lestant toujours les performances économiques du géant asiatique. Les investisseurs attendent désormais la publication de l'état des stocks hebdomadaires commerciaux américains

par l'Agence américaine d'information sur l'énergie (EIA) pour la semaine achevée le 26 janvier. La fédération des professionnels du secteur, l'American Petroleum Institute (API), a estimé, hier mardi, que les stocks de brut avaient baissé d'environ 2,49 millions de barils la semaine dernière, alors que ceux d'essence ont augmenté de 584 000 barils.

R E.

APPROVISIONNEMENT DU ROYAUME-UNI EN GNL

Sonatrach renouvelle son accord avec Grain LNG

Sonatrach a signé mercredi un accord de dix années avec Grain LNG, pour l'extension des capacités de stockage et de livraison à long terme du gaz naturel liquéfié (GNL) algérien au niveau du terminal relevant de cette compagnie britannique, et ce, à partir de janvier 2029. Selon un communiqué de Sonatrach, l'accord porte sur une capacité d'importation de 125 GWh/j, équivalent à 3 millions de tonnes par an de GNL. Il s'agit du premier accord issu du processus d'enchères concurrentielles initié par Grain LNG, lancé en septembre 2023, précise Sonatrach soulignant que «la fructuosité de ce processus d'enchères garantit l'avenir du plus grand terminal d'importation de GNL en Europe pour la prochaine décennie». Le terminal de Grain LNG, situé sur l'île de Grain (Est de Londres), est actuellement en cours d'extension en vue de stocker et de livrer les quantités nécessaires de gaz pour répondre jusqu'à hauteur de 33 % de la demande en gaz du Royaume-Uni, selon le communiqué.

Cette infrastructure a récemment connu une augmentation significative des importations de GNL à la faveur de la diversification par l'Europe de ses approvisionnements en cette ressource. «Aujourd'hui marque une autre étape majeure dans la garantie de la sécurité énergétique du Royaume-Uni», a déclaré la présidente de National Grid Ventures, Katie Jackson, citée dans le communiqué. Elle a affirmé que «les importations de GNL jouent un rôle essentiel pour garantir que le Royaume-Uni puisse disposer du gaz dont il a besoin, quand il en a besoin, en fournissant un approvisionnement flexible et fiable en gaz pour chauffer les foyers et pour soutenir la croissance de la production d'énergie renouvelable». «Cet accord garantit que le terminal de Grain puisse continuer de disposer d'une base diversifiée de fournisseurs dans le bassin de l'Atlantique. Je suis ravie que Sonatrach ait fait preuve, encore une fois, d'un engagement à long terme envers notre site de classe mondiale, sur lequel

les consommateurs britanniques comptent et je me réjouis de poursuivre notre relation de travail avec Sonatrach dans les prochaines années», a-t-elle indiqué. De son côté, le vice-président Commercialisation de la compagnie nationale, Mayouf Belgacem, a déclaré : «Nous espérons que le GNL continuera à jouer un rôle essentiel dans la préservation des activités économiques et la sécurité de l'approvisionnement énergétique dans le monde. En concluant cet accord, nous exprimons notre volonté de renforcer notre position en tant que partenaire à long terme de Grain LNG et de contributeur substantiel à la sécurité d'approvisionnement en gaz du Royaume-Uni». «Par ailleurs, cet accord offre à Sonatrach un accès assuré au plus grand terminal d'importation de GNL en Europe, ce qui contribue à renforcer sa stratégie de commercialisation à long terme, en matière de diversification de ses marchés GNL», a ajouté le responsable à Sonatrach, cité dans le même communiqué.

INDUSTRIE

2024, l’année de la relance

Le ministre de l’Industrie et de la Production pharmaceutique, Ali Aoun, a affirmé mardi à Sétif que «l’année 2024 sera marquée par une relance industrielle dans tous les domaines». Dans une déclaration à la presse en marge de sa visite de travail et d’inspection de plusieurs unités industrielles dans la wilaya, le ministre a souligné que «l’industrie pharmaceutique a enregistré une relance et les autres domaines industrielles dont la sidérurgie, la production de matériaux de construction et le textile devront accompagner cette relance».

Synthèse R E.

M. Aoun a considéré que «la concrétisation de cet objectif permettra de générer des emplois particulièrement dans les régions qui en auront besoin», relevant que «l’attention ne sera pas focalisée sur certaines wilayas mais sur l’ensemble des régions du pays». Il a appelé dans ce contexte les investisseurs à connaître les potentialités existantes et les facilités accordées par l’Etat à l’investissement surtout que le marché algérien attend «le produit local», soulignant que l’axe Sétif-Bordj Bou Arreridj est devenu «un pôle industriel par excellence dans tous les domaines permettant au gouvernement et aux gestionnaires de connaître les méthodes de couvrir certains besoins des citoyens par les productions de ces deux wilayas». Evoquant la levée du gel sur le projet d’aménagement de la zone industrielle Ouled Saber (Est de Sétif), le ministre a assuré que «le travail sera fait pour trouver les solutions nécessaires et la prise en charge des entraves rencontrées». Par ailleurs, le ministre Ali Aoun, a indiqué mardi soir à Sétif que

«le secret de la réussite des entreprises industrielles consiste en l’augmentation du taux d’intégration». Inaugurant l’unité de fabrication de lave-vaisselles relevant de la société Samha Home Appliance propriété du groupe Cevital, située, à la zone d’activité et de commerce Helatma, dans commune de Guidjel (sud-Est de Sétif), le ministre a précisé que «les entreprises industrielles doivent s’orienter vers l’augmentation de leurs taux d’intégration pour réussir davantage leurs activités industrielles». M. Aoun a mis en valeur au terme de la visite de travail, à Sétif, les efforts déployés par le groupe Cevital pour développer l’économie nationale, notamment en ce qui concerne le taux d’intégration atteignant les 70%, appelant dans ce contexte à l’intensification de la production en vue d’intégrer les marchés extérieurs d’autant que le groupe dispose de grandes potentialités qui lui permettent de devenir pionnier dans ce domaine. Le ministre a inauguré cette unité industrielle s’étendant sur 25.000m2 et qui a nécessité un investissement de 3,6 milliards de dinars avec une capacité de production atteignant les 500.000 unités par an.

Il est à rappeler que lors de cette visite, le ministre M. Aoun a visité plusieurs usines et unités de production, à l’instar de l’unité Algeria Ham Motors de fabrication et montage de bicyclettes et motocyclettes dans la zone des activités d’Ain Azel (Sud de Sétif) qui produit annuellement 72.000 unités/an avec un taux d’intégration de 30 %. Le ministre a visité les structures et la chaîne de production de l’unité et a reçu sur site un exposé sur les atouts d’investissement de la wilaya qui dispose d’un tissu important de 27.613 Petites et Moyennes Entreprises (PME) dont 5.155 activant dans le domaine industriel au côté de 23 grandes entreprises industrielles. Dans la zone industrielle d’El Eulma (Est de Sétif), le ministre a inauguré l’extension d’une unité industrielle de fabrication de médicaments de la société Laboratoires Salem s’étendant sur 1.500 m2 dont la réalisation a mobilisé une enveloppe financière estimée à 1,5 milliards DA. Après avoir suivi un exposé sur l’unité créée en 1994, le ministre a appelé le propriétaire à produire des réactifs de drogues et à élargir la distribution des médicaments à d’autres régions du pays.

UNIVERSITÉ D'ALGER 1-
'UNIVERSITÉ ATATÜRK
D'ISTANBUL

Signature d’un
accord de
jumelage

L’Université d’Alger 1 "Benyoucef Ben Khedda" et l’Université turque Atatürk d’Istanbul ont signé un accord de jumelage et un mémorandum d’entente pour la consolidation des liens académiques et l’échange des expertises entre les deux universités, a indiqué mercredi un communiqué de l’Université d’Alger 1. La cérémonie de signature a eu lieu au terme de la visite effectuée, durant cette semaine, par la délégation de l’Université Atatürk d’Istanbul en Algérie, et ce dans le cadre du "renforcement de la coopération en matière de mobilité des étudiants, des enseignants et du personnel administratif, ainsi que de l’échange des expertises", lit-on dans le communiqué. L’accord a été co-signé par le recteur de l’Université d’Alger 1, Fares Mokhtari et le recteur de l’Université Atatürk, Omar Kumkli. A noter que l’Université Atatürk avait signé deux accords similaires avec l’Université d’Oran 2 "Mohamed Benahmed" et l’Université "Saâd-Dahleb" de Blida, dans le but de renforcer les liens de coopération en matière de recherche scientifique et de formation.

PÊCHE ET AQUACULTURE

Le CNRDPA se dote d’un incubateur labélisé

Le Centre national de recherche et de développement de la pêche et de l’aquaculture (CNRDPA) de Bou Ismail (Tipasa) s’est doté d’un incubateur qui vient d’avoir le label du Comité national de labélisation des startups, des projets innovants et des incubateurs, a indiqué un cadre du ministère de la Pêche et des Productions halieutiques. Baptisé «Acqua-incub» et implanté au siège du CNRDPA, ce premier incubateur sectoriel se veut «un appui et un accompagnement aux startups et aux porteurs de projets innovants, dans les différentes filières de la pêche et de la production halieutique, des chaînes de valeurs et la protection de l’environnement marin », a précisé, dans une déclaration à l’APS, le sous-directeur de la formation, chargé du dossier des startups et des incubateurs au ministère de la Pêche et des Productions halieutiques, Mohamed-Mounir Guerbi. Il a ajouté que les structures spécialisées de la pêche à travers le pays, telles que les stations expérimentales et les fermes pilotes de Skikda, Ouargla, Ain Defla et Boukais (Bechar) constituent des annexes de cet incubateur et sont également un

espace d’accompagnement des porteurs de projets innovants, des chercheurs et des promus des établissements de formation relevant du secteur et des différents instituts, écoles et universités en relation avec la pêche et l’aquaculture. Se félicitant de cet «acquis», M. Guerbi a affirmé que l’incubateur met au service des porteurs de projets et des idées innovantes «les compétences avérées spécialisées du CNRDPA et ses annexes dans la pêche, l’aquaculture, la biotechnologie marine, la préservation des aires marines et l’économie bleue et circulaire notamment et leur offre les moyens nécessaires entre équipements et technologies de pointe utilisés dans le domaine pour concrétiser leurs projets ». Le responsable a également mis en avant le travail de coordination entre cet incubateur et les instances de tutelle ainsi que les différents départements ministériels. De son côté, la chargée de l’incubateur, Mme Faiza Alliouche a relevé qu’«Acqua-incub», premier incubateur du secteur de la pêche, inauguré officiellement le 18 janvier dernier par le ministre du secteur Ahmed Badani, constituait «une valeur ajoutée et un

appui aux efforts déployés dans la promotion des différentes filières de la pêche ». La première action à entreprendre par cet incubateur est le lancement de journées d’information pour faire connaître, auprès des universités, des startups et des porteurs de projets, l’incubateur et ses moyens humains et logistiques et son plan d’action. Des «challenges thématiques» seront également organisés avec l’objectif d’identifier des porteurs de projets et des startups en mesure d’apporter des solutions aux préoccupations de certaines filières de la pêche et de l’aquaculture et de proposer des partenariats, via l’incubateur, a-t-elle ajouté. Outre la mise à la disposition des moyens logistiques et le suivi de la part de spécialistes du CNRDPA et ses annexes, l’incubateur permet aux porteurs de projets d’entrer en contact avec des financiers et des experts pour une étude financière de leur projet, avec l’éventualité de trouver des partenaires et d’envisager une levée de fonds auprès des investisseurs pour lancer l’activité. L’incubateur permet également aux porteurs de projets de construire et de développer un réseau

professionnel, avec des potentialités de partenariats.

73 startups et projets
innovants labélisés

Depuis le lancement du processus de labellisation, le comité national de labellisation des startups, des projets innovants et des incubateurs a octroyé à 73 projets le label de «projet innovant» ou «startups» dans plusieurs filières du secteur, selon les statistiques du ministère de la Pêche et des Productions halieutiques. Le même département ministériel relève que 32 projets parmi les 73, versés notamment dans la transformation des algues marines, la fabrication des différents intrants de la pêche et la construction navale et l’alimentation des poissons, sont en cours de concrétisation pour certains et en phase de production pour d’autres, dans plusieurs wilayas. Outre le premier incubateur sectoriel labélisé (Acqua-incub), le même ministère comptabilise 12 incubateurs universitaires et privés labélisés, versés dans différentes filières du secteur et répartis sur les wilayas de Tébessa, Annaba, Guelma, M’sila, Alger, Tlemcen et Oran.

R E.

PORT DE BÉJAIA
Des smartphones,
des PC et 1 drone
récupérés

Selon un communiqué parvenu à notre rédaction les agents de l'inspection principale à la gare maritime du port de Béjaia, relevant de l'inspection divisionnaire des douanes à Béjaia, relevant de la direction régionale des douanes de Sétif, ont, au cours d'une opération de contrôle et de vérification des bagages et effets personnels de passagers d'un ferry en provenance de Marseille, procédé à la saisie de diverses marchandises, dont la quantité et la nature révèlent leur destination à savoir le marché informel de la revente en l'état. En effet, les douaniers ont mis la main sur 185 kg de boyaux d'origine animale destinés à la consommation humaine, 147 Smartphones, de différentes marques, 131 PC avec leurs accessoires de différentes marques, 90 boîtes de lunettes, 1060 produits cosmétiques, 317 unités de compléments alimentaires de diverses marques, 219 lampes d'éclairage diverses, 90 boîtes de lunettes, 60 Sacs à dos, 60 montres, 31 pièces de rechange et moteur auto usagées, 171 unités de diverses marchandises, 1 drone, 04 têtes de caméra de surveillance et 1 caméra usagée.

TLEMCCEN

Rencontre régionale d'information sur l'ouverture du capital du CPA

Le Crédit populaire algérien (CPA) a organisé, mardi soir à Tlemcen, une rencontre régionale d'information sur l'ouverture de son capital. La rencontre, supervisée par la Directeur général du CPA, Ali Kadri, a été organisée au profit des clients et des opérateurs économiques de la banque, intitulée "Ouverture du capital... nos actionnaires, nos partenaires".

M. Kadri a estimé que l'ouverture du capital du CPA en bourse "nous donne une idée sur la solidité de cette banque et sa capacité future à faire face et à surmonter diverses difficultés", soulignant que le processus d'ouverture du capital donnera également au Crédit populaire algérien l'occasion de renforcer sa gouvernance. Il a indiqué que cette banque est connue pour son financement des petites et moyennes entreprises, dont la croissance et leur développement en complexes industriels permettra inévitablement d'atteindre une évolution à la hauteur des aspirations de Crédit populaire algérien, notant à ce propos qu'au cours des dernières années, des chiffres prometteurs ont été enregistrés au niveau du bilan annuel, qui est sur une courbe ascendante, ayant atteint 37 mil-

liards et 500 millions DA en 2022 ". Le même responsable a indiqué que la banque dispose d'un réseau de 161 agences et de 98 guichets bancaires de finances islamiques à travers le pays, et qu'elle devrait ouvrir prochainement trois nouvelles agences bancaires de finances islamiques, en plus de l'ouverture de deux agences en Mauritanie et au Sénégal. M. Kadri a souligné que le CPA s'oriente vers les nouvelles technologies et la numérisation, sachant qu'au cours de l'année 2023, il a ouvert 20 espaces numériques pour offrir des services numériques aux clients tout au long de la semaine. De son côté, le chef du département chargé de la Direction de la gestion des valeurs transférées au Crédit populaire algérien, Boualem Benkaraouche, a évo-

qué la valeur des actions, les modalités de leur acquisition et de leur vente, ainsi que la valeur ajoutée obtenue à travers ce processus. Le directeur général de la Bourse d'Alger, Yazid Benmahoub, a également souligné que le processus d'ouverture du capital du Crédit populaire algérien permettra "de porter le capital de la bourse de 600 millions DA à 1 milliard DA et d'attirer une partie des fonds existant en dehors du système bancaire". Ces rencontres régionales, qui ont vu la présence des autorités locales de la wilaya, visent à informer les investisseurs et opérateurs économiques des détails du processus d'ouverture du capital de cet établissement bancaire et à présenter les avantages d'investir dans le Crédit Populaire Algérien.

ERADICATION DE L'HABITAT PRÉCAIRE À CONSTANTINE

Relogement de 100 familles

Cent familles qui résidaient dans des habitations précaires à la cité Frères Abbas (ex-Oued El Had), située à la commune de Constantine, ont été relogées mardi dans des appartements neufs à travers plusieurs pôles urbains de la wilaya. Dans une déclaration à l'APS, le wali, Abdelkhalek Sayouda a indiqué que les services de la wilaya ont entamé mardi le relogement de 300 familles dans des appartements neufs dans le cadre de l'éradication de l'habitat précaire, précisant que la première étape a concerné 100 familles qui résidaient dans des

habitations précaires à la cité Frères Abbas, au chef-lieu de wilaya et s'est déroulé dans de "bonnes conditions". Les opérations de relogement seront menées selon un programme de wilaya défini et qui concerne la majorité des communes, a indiqué le wali en ajoutant que les 300 familles concernées ont bénéficié de logements publics locatifs (LPL) dans le cadre de la liste d'attribution de 3.550 unités de ce type de logement au chef-lieu de wilaya réparties sur plusieurs pôles urbains. M. Sayouda a indiqué que l'opération sera suivie d'autres similaires qui auront lieu

"avant la fin du premier semestre 2024" et concerneront, notamment, a-t-il précisé, 163 familles recensées, à la cité Sissaoui et 800 autres résidant dans des habitations précaires dans la commune de Constantine. Concernant la commune d'El Khroub, le wali a souligné que les services de la wilaya ont entamé une opération de relogement de 222 familles habitant des constructions "indécentes" dont 138 familles à la cité n°5 et d'autres à Salah Deradji et Ain Nahas. Il a également assuré que ces opérations seront poursuivies jusqu'à l'éradication totale de

toutes les bidonvilles des deux communes de Constantine et d'El Khroub. Le wali a affirmé que le foncier récupéré après la démolition des habitations précaires servira à la domiciliation de projets d'équipements publics et de nouveaux logements. Il a rappelé en outre que l'année 2023 avait connu la distribution de plus de 10.000 unités LPL à travers 10 communes, assurant que ce chiffre de logements distribués a constitué "un précédent dans l'histoire de la wilaya de Constantine".

RACCORDEMENT À LA VOIE FERROVIAIRE DES SILOS DE CÉRÉALES À CONSTANTINE

Le projet consolidera les capacités de stockage

La wilaya de Constantine mise sur la consolidation des capacités de stockage de céréales et légumes secs par le raccordement des silos à la voie ferroviaire, a indiqué le wali de Constantine. Dans une déclaration à l'APS, M. Sayouda a précisé que les travaux de raccordement des silos à céréales de l'Office algérien interprofessionnel des céréales (OAIC) au réseau national de chemin de fer au niveau de la coopérative des céréales et des légumes secs (CCLS) d'El Khroub (Constantine) sur une distance de 900 mètres, rentre dans le cadre du programme national de consolidation des capacités de stockage de céréales conformément aux directives du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune visant à développer le secteur et à assurer la sécurité alimentaire dans cette filière stratégique. Le wali a relevé à l'occasion que la wilaya de Constantine est « leader dans la production de céréales et légumes secs

», assurant que le projet de raccordement à la voie ferroviaire de ces silos d'une capacité de 50.000 tonnes auxquelles s'ajoutent les 30.000 tonnes des anciens silos de la CCLS sera « prochainement » mis en service de sorte à permettre l'exploitation optimale des capacités de production de céréales et des légumes secs ainsi que leur stockage au niveau de ces espaces immenses dans les meilleurs délais. Le même responsable a considéré que le raccordement des silos à la voie ferroviaire contribuera à améliorer les opérations de transport de grandes quantités avec une compétence avérée et leur distribution d'une manière plus rapide et efficace de sorte à consolider la position économique de la wilaya en tant que, a-t-il affirmé, « port arrière » de stockage et de distribution pour cette filière stratégique. Dans le même contexte, le responsable de l'exécutif local a révélé que la wilaya de Constantine a bénéficié d'un important projet de réalisation de 9 nouveaux silos répartis sur les zones céréalières de

la wilaya dont Ain Abid, Didouche Mourad et Beni Hmidène, soulignant que les cahiers de charges seront élaborés à la fin de la phase d'étude. Le représentant des affaires juridiques à l'Agence nationale d'études et de suivi de la réalisation des investissements ferroviaires (ANESRIF), Badreddine Benmebarek, a affirmé que le projet de raccordement des silos à la voie ferroviaire dont le délai de réalisation a été fixé à 5 mois affiche un taux d'avancement des travaux de 90 % et mobilise une enveloppe financière estimée à 328 millions DA. Le même cadre a assuré qu'au regard de l'importance du projet dont le suivi est assuré par l'ANESRIF, trois équipes travaillant 24 heures sur 24 ont été mobilisées par la société des réalisations ferroviaires INFRARAIL et l'entreprise de génie urbain de la ville d'Alger EGUVA qui sont accompagnées par le bureau des études et d'ingénierie ferroviaire SETIRAIL pour la réalisation de deux lignes. La première ligne dessert l'arrêt des containers de train et

le second le complexe de stockage d'une capacité de 50.000 tonnes pour le chargement/déchargement des camions et relié au complexe de stockage de 30.000 tonnes. De son côté, le directeur régional de la Société de transport de grains (STG), Mohamed El Hadi Abassa, a affirmé que les essais techniques de la ligne ferroviaire seront « prochainement » effectués avant sa mise en service, soulignant que cet important projet économique permettra de réduire les coûts et de faciliter le transport des céréales en grandes quantités par voie ferroviaire tout en renforçant la sécurité des systèmes de stockage et en réduisant les accidents de transport. L'entrée en service de ce projet économique permettra à l'entreprise, a-t-il ajouté, d'augmenter de 500 % les capacités de transport par voie ferroviaire grâce aux installations modernes utilisées, soulignant que les capacités de chargement/déchargement du train à containers atteint entre 12.000 et 15.000 quintaux/jour.

CONTRIBUTION

Comment parler de progrès ?

La vie matérielle se dérobe sous la civilisation thermo-industrielle. Cette civilisation matérielle a atteint son apogée et entame son déclin, la vie matérielle comme reprise par une nature vivante et comme indifférente à la vie sociale va continuer sa course[1]. Elle finira bien par imposer aux apôtres de la croissance économique ses lois physiques. On sait aujourd’hui ce que doivent les libertés individuelles à l’énergie fossile[2].

1^{ère} partie

Par DERGUINI Arezki (*)

On peut caractériser la civilisation thermo-industrielle comme une société consumériste. Cette société est toujours attachée à sa foi dans la croissance. Emportée par son élan, elle n'est pas encline à se déshabituer et ne se prépare pas à administrer la décroissance à venir que la nécessaire et inévitable décarbonation de l'économie va entraîner. Lui fera défaut l'agilité que l'instabilité du nouveau cours de la vie matérielle aurait attendue d'elle. Nous allons passer, bon gré mal gré, d'une problématique des droits à une autre des devoirs. La problématique des droits est très étroitement liée au mythe de la croissance illimitée. Car elle suppose la croyance dans une amélioration constante des droits de l'ensemble de la population. La persistance de la problématique des droits dans un contexte de contraction de la vie matérielle va rompre ce consensus, des droits ne pourront plus être garantis. Cela va détacher la classe moyenne supérieure attachée au progrès sociétal de sa base et entraîner l'apparition d'antagonismes sociaux. La problématique des devoirs va insister sur les devoirs de chacun, et particulièrement ceux de la classe supérieure vis-à-vis des classes inférieures. Le rôle de la classe moyenne supérieure va être décisif, le sort de la société sera fixé selon qu'elle gravitera autour de la classe supérieure ou des classes inférieures, selon qu'elle s'attachera à la prolétarianisation ou à la déprolétarianisation des classes inférieures.

Redéfinir le progrès

On peut s'interroger aujourd'hui sur ce que l'on pourrait appeler progrès. Le progrès technique et scientifique semble se dissocier de sa finalité, car on assiste à l'amorce d'une désynchronisation avec le progrès social. La crise climatique s'amplifie, les inégalités et les déplacements de population croissent, les guerres prolifèrent. Le progrès sociétal se substitue au progrès social, entretenant l'illusion de la poursuite du progrès dans une partie de la population, mais en réalité creusant le divorce entre la classe moyenne supérieure et les classes inférieures. Le progrès sociétal est le progrès par lequel la classe supérieure s'attache la classe moyenne supérieure. Nous arrivons au bout de certains mythes : au moment où l'on croit qu'ils vont se réaliser, ils s'effondrent. Progrès technique, progrès sociétal et progrès social, c'est dans cet ordre que la flèche du progrès dans l'idéologie am-

biante les hiérarchise. Le progrès technique est dans le progrès sociétal, le progrès sociétal est dans le progrès social. Dans la réalité, on assiste à un essoufflement du progrès social au contraire du progrès technique et sociétal. Le progrès social ne peut plus être déduit du progrès technique. Le rapport du progrès technique et du progrès social a aujourd'hui besoin d'être redéfini. On ne peut plus identifier le progrès à la substitution du capital au travail. Il nous faut probablement inverser leur rapport. En situation de contraction de la vie matérielle, il faudra substituer du travail au capital plutôt que du capital au travail, remettre le « travail vivant », humain et non humain, au centre de l'accumulation plutôt que le « travail mort ». La véritable énergie renouvelable est celle qui n'est pas dissociée du travail vivant. Le progrès technique ne pourra plus tendre à substituer systématiquement de l'énergie fossile à l'énergie renouvelable, il devra tendre à accumuler du savoir dans le travail vivant. Il semble certain que la compétition de puissance continuera d'imposer le progrès technologique à certains secteurs, mais la logique de substitution du capital au travail, si elle s'impose à l'ensemble des secteurs, finira par désolidariser complètement le progrès technologique du progrès social et le retourner contre lui. Pour remettre le progrès technologique dans le progrès social, il faudra mettre le savoir dans le travail vivant. Le progrès scientifique ne conduit pas de lui-même au progrès social, il ne sera dit progrès que s'il anime le progrès social. Le progrès ne signifie plus économie et intensification du travail vivant, il signifie extensification et intensification du travail vivant et décarbonation de l'économie.

Convergence et divergence du capital et du travail

Le progrès de la Science s'il reste celui de l'esprit humain, s'objective et s'abstrait de plus en plus du travail vivant. Il nécessite de plus en plus d'énergie fossile pour se transformer en progrès social. La Science ambitionne de tout savoir et de tout pouvoir. Elle fait comme si ce qu'elle ne produit pas aujourd'hui, elle le produira demain. Mais elle oublie qu'Elle ne crée rien à partir de rien. Et donc qu'il y aura toujours un dedans et un dehors pour elle, un dehors qu'elle s'efforcera d'intérioriser, mais qui ne cessera pas de se renouveler et malheureusement dans des figures de plus en plus dégradées. C'est que les transformations du monde qu'Elle opère obéissent au second principe de la thermodynamique[3]. Elle produit de l'entropie. Le progrès scientifique intensifie le

travail vivant et par là la vie matérielle, mais détruit et épuise ce qu'il ne produit pas et rend possible une telle intensification. « Travail vivant » des vivants et « travail » des machines ne se complètent plus, ils se retournent l'un contre l'autre. C'est de ce point de vue qu'une critique du capitalisme peut tenir la route. Elle tient dans la séparation forcée du travail et du capital. Rappelons que tout est production, tout est travail et énergie. Le capital se distingue du travail en ce qu'il dissocie savoir et énergie. Et que par l'association et dissociation du savoir et de l'énergie, travail et capital se convertissent l'un dans l'autre. Le capitalisme que l'on caractérisera par la propension à accumuler du capital mort aux dépens du travail vivant portait la promesse que le riche serait l'avenir du pauvre. Ce qui sépare le capital (travail mort) du travail vivant, c'est que le premier ne dispose pas de l'énergie en mesure de l'animer. Le capital est du savoir-faire objectivé, accumulé et monopolisé par la propriété privée exclusive. S'il faut désormais substituer du travail vivant au travail mort (capital), préserver le savoir-faire et son accumulation de son objectivation et appropriation par une classe sociale, l'esprit du capitalisme n'y sera plus, la propriété privée exclusive cessant d'être sacrée et hégémonique et la transformation du travail vivant en travail mort la règle. On peut dire que le capitalisme en tant que système basé sur la séparation et l'antagonisme du travail et du capital a résulté de la conjonction de la propriété privée exclusive sous l'aiguillon de la compétition et de la séparation massive du travail et de l'énergie qui a été rendue possible par l'énergie fossile. La compétition sous le régime de la propriété privée exclusive ayant conduit à une concentration toujours plus forte du savoir et du pouvoir de faire. Sortir du système capitaliste, c'est sortir de l'hégémonie de la propriété privée exclusive et de la domination du travail mort (capital) sur le travail vivant. Le socialisme est dans le refus d'une telle hégémonie (et non dans l'éradication de la propriété privée) et d'une telle domination (et non dans la disparition du capital). Après avoir substitué du capital au travail, il faut être en mesure de substituer du travail au capital. Pour les économies du monde, s'il peut y avoir une convergence, elle ne s'opérera plus par le rattrapage des pays riches par les pays pauvres, elle ne s'effectuera pas par la substitution du capital au travail pour multiplier les populations inutiles. C'est d'une autre convergence dont on aura besoin : celle de pays riches allant à la rencontre des pays pauvres, en substituant du travail au capital, en réduisant de manière drastique les énergies fossiles, en

fixant et en armant les populations d'un savoir et pouvoir faire sur une Terre habitable. Bref en remettant le savoir dans le travail vivant au lieu de l'en vider et les classes moyennes supérieures qui le portent dans la société au lieu de l'en séparer. On continuera de parler de croissance pour entretenir l'illusion d'une unité du monde si nécessaire aux entreprises globales. Mais une unité du monde n'en étant pas moins nécessaire une certaine convergence devra y convenir. On va assister à deux mouvements de sens opposés l'un de substitution du capital au travail et l'autre du travail au capital qui vont continuer à s'interpénétrer. Le tout est de savoir s'ils seront antagoniques ou complémentaires. Ils pourraient se compléter si d'un côté la substitution du capital au travail travaillait dans le sens de la puissance technologique et de la globalisation du monde, autrement dit au service de l'entretien d'une infrastructure matérielle qui ferait l'unité du monde, et si d'un autre côté, une substitution du travail au capital combattait la formation de populations inutiles. Investissement du savoir dans le travail mort d'un côté, investissement du savoir dans le travail vivant d'un autre. Les deux dynamiques opposées de substitution du travail et du capital vont tout à la fois se séparer et accroître leur interpénétration. La complémentarité de ces deux dynamiques est invraisemblable sous le régime de la propriété privée exclusive. L'accumulation capitaliste du capital a pour logique de vider le travail vivant du savoir et à s'approprier le savoir en l'objectivant au travers de la formation du capital privé. L'énergie fossile lui fera bientôt défaut pour imposer systématiquement cette logique et séparer le travail vivant de l'énergie. Ce à quoi nous allons d'abord assister du fait de la logique capitaliste c'est à l'antagonisme des deux dynamiques : substitution du capital au travail et concentration du capital dans certaines zones, production de populations inutiles dans d'autres zones. C'est à partir du moment où sera exacerbé l'antagonisme entre populations armées du pouvoir savoir-faire et populations prolétariées, la polarisation jusqu'au sein des anciennes sociétés industrielles, que l'antagonisme aura atteint le bout de sa course. Alors seulement pourra être entrevue, envisagée pour s'imposer la nécessaire complémentarité des deux mouvements opposés de substitution du capital et du travail, que leur interpénétration sera matériellement et socialement féconde.

(*)Enseignant chercheur en retraite, Faculté des Sciences économiques, Université Ferhat Abbas Sétif; ancien député du Front des Forces Socialistes (2012-2017), Béjaia.

[1] J'emprunte l'opposition vie matérielle et civilisation à F. Braudel. On peut considérer la civilisation matérielle comme la trajectoire que prend une société dans la longue durée.
[2] Voir en particulier les travaux

de Jean Marc Jancovici et le livre de Véra Nikolski qui les prolonge : Féminicène. Les vraies raisons de l'émancipation des femmes, les vrais dangers qui la menacent. On renverra à la vidéo qu'elle a produite en com-

pagnie de Jean Marc Jancovici. <https://www.youtube.com/watch?v=B2SI1zMN5ho>
[3] Principe d'évolution, elle stipule que toute transformation réelle s'effectue avec création d'entropie. L'entropie étant une

grandeur physique qui caractérise le degré de désorganisation d'un système. On est tenté de dire qu'au-delà des croyances prégnantes l'on peut observer que dans les sociétés postcoloniales la modernisation a intro-

duit plus de désordre que d'ordre (autoritarismes, déracinements sociaux, etc.). Du point de vue des flux physiques, le deuxième principe de la thermodynamique a prévalu sur le premier.

MAROC

La corruption «menace la stabilité» du pays

L'antenne marocaine de Transparency internationale a estimé mardi que la corruption «menace la stabilité» du pays, qui a enregistré un nouveau recul dans son classement annuel mondial recensant ce fléau. Le royaume figure en 97^e position dans le classement de 2023 publié par l'ONG qui mesure la perception de la corruption au sein du secteur public dans 180 pays, perdant trois places par rapport à l'année précédente et 24 en cinq ans. La corruption «systémique et endémique menace la stabilité sociale, économique et politique de notre pays et encourage l'économie de rente et la protection des activités illícites», a alerté Transparency dans un communiqué. La publication de ce classement intervient dans un contexte de plusieurs scandales de corruption qui secouent le monde politique marocain. L'affaire la plus notable est celle de Saïd Naciri, président du Conseil préfectoral de Casablanca (ouest) et patron du club de foot Wydad Casablanca, et d'Abdennabi Bilioui, président du Conseil régional de l'Oriental (est). Les deux élus, en détention depuis le 22 décembre, sont soupçonnés d'avoir joué un rôle clé dans le vaste réseau d'un baron de la drogue malien, Ahmed Ben Brahim, surnommé le «Pablo Escobar du Sahara». Par ailleurs, Transparency Maroc note dans son communiqué que 29 parlementaires ont été impliqués dans des affaires de corruption présentées ces dernières années devant la justice. L'ONG appelle l'exécutif à adopter «le corpus juridique anticorruption», en particulier les lois contre le conflit d'intérêt et l'enrichissement illicite.

MAURITANIE

Coup d'envoi d'un forum sur le thème: «les collectivités locales au cœur de la dynamique régionale»

Le ministre de l'Intérieur et de la Décentralisation, M. Mohamed Ahmed Ould Mohamed Lemine, a inauguré, mardi à Nouakchott, le lancement du Forum de Nouakchott autour du thème : "les collectivités locales au cœur de la dynamique régionale", organisé par la région de Nouakchott, en coopération avec l'association internationale des maires francophones.

Le forum, qui sert de plate-forme de retrouvailles et de concertation entre les groupes locaux du Maghreb et leurs homologues de la région du Sahel, comprendra des sessions de discussion et d'échange d'expériences entre les villes et les communautés locales du Maghreb et de l'Afrique de l'Ouest. Ce sera, aussi, l'occasion pour les participants de débattre des thèmes aussi importants que le partenariat public-privé au niveau des communautés locales au Maghreb, la coopération entre les groupes locaux au Sahel pour parvenir au développement et à la sécurité, et la réflexion commune en faveur d'un développement permettant de jeter les bases d'un langage et d'une méthodologie communs entre les différentes parties prenantes. Ouvrant la rencontre, le ministre a indiqué que le gouvernement maurita-

nien, sur haute instruction de Son Excellence le Président de la République, M. Mohamed Ould Cheikh El Ghazouani, a œuvré en faveur de la consolidation de la décentralisation, compte tenu de son rôle clé dans le processus de développement local, mais aussi, l'ampleur des défis auxquels sont confrontés les gouvernements nationaux au niveau des pays du Maghreb et du Sahel, en particulier, dans le domaine du développement. Il a ajouté que cette situation a permis aux groupes locaux en Mauritanie de jouer un rôle clé dans le développement et le bien-être des citoyens, indiquant que l'adoption d'une approche de gouvernance à plusieurs niveaux garantit la participation de tous les acteurs et permet d'exploiter les possibilités disponibles de l'intégration nationale et régionale. M. le ministre a souligné que ce processus

ne se fera pas sans que les groupes locaux jouent le rôle qui leur est dévolu, car ils sont au cœur des événements et représentent le moteur des dynamiques territoriales dans la région, ce qui nécessite le lancement d'un dialogue sérieux pour dégager des solutions efficaces permettant de surmonter les défis communs dans la région. De son côté, Fatimetou mint Abdelmalick, présidente de la région de Nouakchott, a déclaré que le rôle des conseils régionaux, en tant qu'autorités locales jouissant de la légitimité et de la confiance des citoyens, exige qu'ils contribuent à l'élaboration de politiques et de plans communs, afin de stabiliser les populations et créer les conditions propices à l'établissement de la sécurité, la paix, et de la solidarité sociale en vue d'un développement durable et résilient, tenant compte des priorités des villes.

QATAR

L'économie est bien positionnée pour l'avenir

L'économie du Qatar est forte et bien positionnée pour l'avenir, créant continuellement de nouvelles opportunités pour les entreprises et les investisseurs via un large éventail d'initiatives et d'incitations. Diverses agences mondiales ont, ces dernières années, affirmé la force de l'économie du Qatar. Moody's a confirmé la capacité du Qatar à résister aux chocs économiques grâce au solide bilan souverain du Qatar, et Fitch Ratings a confirmé la notation AA- du Qatar

grâce à sa solide position souveraine nette en matière d'actifs étrangers, à sa structure flexible de finances publiques et à son ratio élevé de PIB par habitant. Selon le rapport Global Economic Prospects de 2022 de la Banque mondiale, l'économie du Qatar devrait connaître la croissance la plus rapide du CCG en 2023 et 2024. Le Qatar continue de mettre en œuvre des mesures favorables aux entreprises pour stimuler une croissance économique durable et développer sa fibre entrepreneuriale. Le Qatar a adopté des mesures im-

portantes pour attirer les investissements étrangers et les investisseurs étrangers bénéficient d'avantages concurrentiels, notamment : Un environnement juridique basé sur la common law anglaise. Des transferts pouvant être effectués dans n'importe quelle devise convertible. Un droit de propriété étrangère allant jusqu'à 100%. Le rapatriement des bénéfices. Invest Qatar est la marque nationale qui présente le Qatar comme une destination d'investissement exceptionnelle, aidant à connecter les in-

vestisseurs internationaux à des opportunités commerciales lucratives pour soutenir leur succès à long terme, et ce tout en concrétisant simultanément les objectifs de développement économique et de diversification du Qatar. Invest Qatar peut aider les investisseurs avec des informations spécifiques au secteur, des rencontres avec d'autres investisseurs ou entités gouvernementales, des mises en rapport avec des fournisseurs de services aux entreprises, un soutien à la création d'entreprise et plus encore.

EGYPTE

Wilson s'allie à deux sociétés locales pour construire une usine de transformation du phosphate

L'usine permettra d'augmenter la concentration de phosphate brut pour l'intégrer dans d'autres industries et de promouvoir l'industrie des engrais. Les sociétés égyptiennes El Nasr Mining Company et Al Safy Group ont

annoncé dans un communiqué conjoint publié le dimanche 28 janvier 2024, la signature d'un accord de partenariat avec le négociant singapourien de matières premières Wilson International Trading pour la construction d'une usine de

transformation du phosphate en Egypte. L'usine vise à « augmenter la concentration de phosphate brut pour l'intégrer dans d'autres industries », a-t-on ajouté de même source, indiquant que le projet permettra également de promouvoir l'in-

dustrie des engrais, de consolider les exportations et de développer la recherche scientifique dans le domaine de la valorisation du minerai de phosphate. El Nasr Mining Company est une entreprise publique active dans l'extraction et le traite-

ment de plusieurs minerais dont le manganèse, le fer et le phosphate. Al Safy Group est quant à lui, un conglomérat familial qui opère notamment dans les domaines des technologies, de l'automobile, de l'hôtellerie et de l'immobilier.

TUNISIE

Les expéditions d'oranges pourraient doubler à 15 000 tonnes en 2024

En Tunisie les agrumes constituent la deuxième source de recettes d'exportations dans l'industrie fruiticole après la datte. La variété d'oranges « maltaises » est la plus exportée par le pays du Jasmin. Les exportations tunisiennes d'oranges maltaises sont attendues à près de 15

000 tonnes au cours de la campagne de commercialisation 2024 qui a débuté le 13 janvier dernier. C'est ce qu'a révélé Imed El-Bey, membre du Groupement interprofessionnel des fruits (Gifruits) qui se confiait au média local MosaïqueFM, le 25 janvier. Le stock annoncé est deux fois plus

important que le volume de 7 000 tonnes expédié sur le marché international un an plus tôt. Cette prévision optimiste tient pour l'essentiel à une hausse enregistrée dans la production d'oranges permettant ainsi une augmentation du surplus exportable. D'après M. El-Bey, la récolte de mal-

taise a augmenté de 30 000 tonnes d'une année sur l'autre pour s'établir à 100 000 tonnes. Cette amélioration de l'offre d'orange intervient dans un contexte où la production globale d'agrumes dans le pays est attendue en hausse de 25% à 360 000 tonnes.

UNE PREMIÈRE MONDIALE

La BAD émet des obligations hybrides et obtient un carnet de commande de plus de 3 milliards \$

Les obligations hybrides émises par l'institution financière panafricaine sont similaires aux obligations dites « additional tier one (AT1) » utilisées par les banques commerciales. Outre l'absence d'une date d'échéance, elles sont assorties de conditions telles que l'annulation du versement des coupons et le déclenchement de la dépréciation du principal.

Les investisseurs ont passé ce mardi 30 janvier 2024, des ordres d'achat de plus de 3 milliards de dollars sur des obligations hybrides de la Banque africaine de développement (BAD), qui représentent la première émission de ce genre de titres par une banque multilatérale de développement à l'échelle mondiale, a rapporté Bloomberg citant des sources proches du dossier. La BAD cherchait à lever au moins 500 millions de dollars grâce à l'émission de ces obligations dites perpétuelles, ont précisé ces mêmes sources, indiquant que les premières discussions sur le taux appliquée à ces titres font état d'un coupon d'environ 6,375 %.

Les obligations perpétuelles font partie de la grande famille des titres hybrides et sont

des obligations qui n'ont pas de date d'échéance. Ces obligations, qui n'ont jamais été émises par une banque multilatérale de développement auparavant, sont en général pourvues d'une « date de call », c'est-à-dire une date à partir de laquelle l'émetteur peut les rembourser par anticipation. Leurs coupons peuvent être fixes ou variables. Dans le cas des obligations perpétuelles mises en vente par la BAD, la date de call a été fixée à 10,5 ans. Ces titres sont aussi assortis de conditions telles que l'annulation du versement des coupons et le déclenchement de la dépréciation du principal. Elles sont à ce titre très similaires aux obligations dites « additional tier one (AT1) » utilisées par les banques commerciales. Concrète-

ment, il s'agit d'obligations qui - dans des cas extrêmes - pourront être effacées du bilan de la BAD. Un peu comme les AT1 qui peuvent être réduites à zéro afin d'absorber les pertes de la banque qui les a émises si celle-ci connaît de graves difficultés. Les fonds qui seront levés par la BAD grâce à ces obligations notées AA- par S&P Global Ratings auront un effet multiplicateur sur le financement de l'institution panafricaine et permettront l'émission d'obligations vertes, sociales et durables supplémentaires pour financer des projets ciblant certains défis de développement les plus critiques du continent, notamment la sécurité alimentaire, l'accès à l'eau et aux services de santé, ainsi que les changements climatiques.

CHINE-AFRIQUE

Les échanges commerciaux ont augmenté de 1,5% en 2023, à 282 milliards \$

Les exportations de l'empire du Milieu vers les pays africains ont augmenté de 7,5% durant l'année écoulée comparativement à l'année précédente, alors que les importations chinoises en provenance du continent ont diminué de 6,7%. Les échanges commerciaux entre la Chine et l'Afrique ont atteint 282,09 milliards de dollars en 2023, un montant en hausse de 1,5% par rapport à 2022, selon des données publiées par l'administration générale de la douane chinoise. Les exportations de l'empire du Milieu vers les pays africains ont augmenté de 7,5% durant l'année écoulée pour s'établir à 172,78 milliards

de dollars, alors que les importations chinoises en provenance du continent ont totalisé 109,31 milliards de dollars, enregistrant ainsi une baisse de 6,7% comparativement à 2022. Ce recul de la valeur des importations découle essentiellement de la baisse des cours de plusieurs matières premières, dont le géant asiatique est un grand consommateur. Les exportations chinoises vers l'Afrique sont essentiellement composées de produits finis (textile-habillement, machines, électronique, etc.), tandis que les importations africaines vers l'empire du Milieu sont dominées par les matières premières comme le pétrole brut, le cuivre, le

cobalt et le minerai de fer, d'où un excédent commercial chronique en faveur de la Chine. Pour tenter de corriger ce déséquilibre commercial persistant, Pékin a supprimé au cours des deux dernières années, les droits de douane sur 98 % des produits importés de 21 pays africains, dont l'Éthiopie, la Guinée, le Mozambique, le Rwanda et le Togo. Ce démantèlement tarifaire fait suite à l'annonce par le président chinois, Xi Jinping, lors de la 8e Conférence ministérielle du Forum sur la coopération sino-africaine (FOCAC 8) tenue à Dakar en novembre 2021, de l'intention de Pékin d'augmenter ses

importations de produits agricoles africains. Le dirigeant chinois avait alors indiqué que l'objectif était de porter le total des importations chinoises en provenance du continent africain à 100 milliards de dollars par an à partir de 2022, puis à 300 milliards de dollars par an à l'horizon 2035. L'Afrique du Sud est le premier partenaire commercial de la Chine en Afrique, avec des échanges bilatéraux de 56,61 milliards de dollars en 2023. Les autres principaux partenaires commerciaux de l'empire du Milieu sur le continent sont le Nigeria, l'Angola et la République démocratique du Congo.

NIGERIA

23,7 millions \$ de bénéfice net pour la filiale du groupe luxembourgeois Socfin

Cotée à la Bourse de Lagos, Okomu Oil Palm Company affiche un bénéfice net de 21,17 milliards de nairas en 2023, en hausse de 18,3%. Un atout de plus pour attirer les investisseurs en quête de solides rendements. Selon les chiffres non encore audités, Okomu Oil Palm Company, cotée sur le Nigerian Stock Exchange et principalement contrôlée par l'entreprise luxembourgeoise Socfin (à hauteur de 63%), a réalisé un bénéfice net de 21,17 milliards de nairas, soit environ 23,7 millions de dollars. Cette performance représente une

augmentation de 18,3% par rapport à l'exercice précédent en 2022. Cette croissance est meilleure que la trajectoire de progression du bénéfice net sur les cinq dernières années jusqu'en 2022, avec une évolution moyenne annuelle de 11,5%. Une tendance qui place l'entreprise parmi les acteurs les plus dynamiques en termes de croissance de bénéfices sur le marché financier nigérian. En dépit d'une augmentation de 40% de ses coûts de vente en 2023, la marge brute a atteint 47,3 milliards de nairas équivalant à 53 millions de dollars. Bien que les détails concernant

cette hausse des coûts n'aient pas été divulgués, il faut noter que le bénéfice net a été positivement influencé par une subvention exceptionnelle de 4,3 milliards de nairas accordée par le gouvernement nigérian à certains exportateurs. Cette aide a permis de contrebalancer l'effet d'une augmentation significative des taxes. Elles ont plus que doublé, atteignant 11,4 milliards de nairas. Bien qu'étant un marché relativement modeste pour Socfin comparativement à la Côte d'Ivoire et au Cameroun, le Nigeria a enregistré la plus forte progression en termes de ventes

pour le groupe en 2022, avec une augmentation de 65,4%. Les résultats pour l'année 2023 sont donc très attendus. Avec de telles performances, Okomu Oil Palm Company se positionne comme une entreprise attrayante pour les investisseurs. Les actionnaires de longue date ont vu la valeur de leurs investissements augmenter de manière exponentielle, dépassant les 1000%. Cependant, une analyse détaillée des fondamentaux de la société révèle un risque potentiel de baisse du cours de l'action, malgré une situation financière globalement solide.

MOZAMBIQUE

Les États-Unis annoncent un plan visant à mobiliser 21 millions \$ en faveur des services sociaux de base

Washington a annoncé un investissement de 21 millions \$ sur 5 ans pour l'accès à l'eau au Mozambique, ciblant 325 000 citoyens, y compris ceux des écoles et centres de santé. Un plan visant à investir 21 millions de dollars US sur cinq ans pour renforcer l'accès à l'eau, l'assainissement et l'hygiène pour environ 325 000 citoyens, a été dévoilé, lundi 29 janvier, par des responsables de l'administration américaine. 90 écoles et centres de santé devraient également bénéficier du projet. L'annonce, faite par l'Agence des États-Unis pour le développement international (USAID), intervient lors de la visite à Maputo de son administratrice adjointe, Isobel Coleman. Cette dernière souligne l'engagement américain à « approfondir sa collaboration avec le Mozambique ». Cette manœuvre s'inscrit dans le cadre de la stratégie « Global Water », lancée en 2022 par les États-Unis, et dont l'objectif est d'aborder des enjeux comme la santé, l'équité et la résistance aux changements climatiques, en se concentrant sur les régions jugées comme étant les plus nécessaires. Le Mozambique, fréquemment cité parmi les pays les plus vulnérables aux bouleversements climatiques, a récemment subi une série de catastrophes naturelles. Ces événements ont gravement endommagé les infrastructures essentielles et entravé les efforts du gouvernement pour maintenir des services sociaux de base. Cette situation met en lumière les défis rencontrés par le pays, malgré une croissance économique continue. Selon le Fonds monétaire international (FMI), la croissance du PIB réel du Mozambique, en 2023, devrait atteindre 7%. Malgré ces progrès, l'accès à l'eau et à l'assainissement reste difficile : en 2022, seulement 63 % des Mozambicains avaient accès à des services d'eau de base, et 38 % à des installations sanitaires adéquates. Cependant, des initiatives gouvernementales sont en cours pour améliorer cette situation.

POINT-MARCHÉS

Des marchés européens sur la réserve avant la FED

Les marchés européens s'inscrivent en ordre dispersé à quelques heures désormais du verdict de la Fed. En attendant, les investisseurs sont concentrés entre les résultats des sociétés et les indicateurs économiques.

En France, l'inflation a reculé à 3,1% en janvier sur un an après +3,7% en décembre. L'enquête mensuelle ADP sur l'emploi privé aux Etats-Unis est attendue, avant le rapport officiel prévu vendredi. Côté valeurs, Seb brille en tête du SBF 120 dans le sillage du relèvement de ses objectifs. Le CAC 40 grappille 0,04% à 7680 points. L'EuroStoxx 50 cède 0,06% à 4659 points. Novo Nordisk (+1,20% à 757 couronnes danoises) atteint un nouveau plus haut ce mercredi à la bourse de Copenhague après la présentation de ses résultats annuels. Le chiffre d'affaires du laboratoire pharmaceutique, plus importante capitalisation européenne depuis 2023, a progressé de 31% à 232,3 milliards de couronnes grâce à ses

produits contre l'obésité et le diabète. Il est le deuxième groupe européen à dépasser les 500 milliards de capitalisation. Le conseil d'administration proposera à l'assemblée générale prévue en mars le versement d'un dividende de 6,40 couronnes par action. En territoire positif lors des cinq dernières séances, Vivendi gagne 0,10% à 10,30 euros sur la place parisienne. Le géant des médias et de la communication, propriété de Vincent Bolloré, a annoncé hier soir la validation par son conseil de surveillance d'un projet de scission en quatre entités : Canal+, Havas, une société regroupant édition et distribution (Lagardère et Prisma Media) ainsi qu'une société d'investissement. Ce projet avait été initié mi-décembre

mais s'articulait alors autour de trois entités devant être chacune cotées en Bourse. Seb (+6,36% à 113,70 euros) caracole en tête du SBF 120 après avoir relevé sa prévision de résultat opérationnel pour 2023. Le groupe a indiqué hier soir s'attendre à une progression d'au moins 15% de son résultat opérationnel d'activité sur l'ensemble de l'année" contre au moins 10% précédemment. Sur l'année, ses ventes sont en hausse de 0,6% à un peu plus de 8 milliards d'euros. Côté perspectives, le groupe "attend désormais une progression d'au moins 15% de son résultat opérationnel d'activité sur l'ensemble de l'année" contre au moins 10% précédemment.

tissement sur un an des prix de l'énergie, de l'alimentation et des produits manufacturés. À l'inverse, les prix des services et du tabac ont accéléré. Sur un mois, les prix à la consommation se sont légèrement repliés en janvier (0,2 % après +0,1 % en décembre). Cette baisse serait due à celle des prix des produits manufacturés, notamment ceux de l'habillement et des chaussures. En Allemagne, le taux de chômage a reculé à 5,8% en janvier, quasiment en ligne avec les attentes (5,9%) et le mois dernier (5,9%). Les ventes au détail ont baissé de 1,6% en décembre en Allemagne alors qu'elles étaient attendues en hausse de 0,7%, a indiqué Destatis. Elles avaient baissé de 2,5% en novembre. Les ventes au détail ont chuté de 1,7% sur un an. L'inflation en janvier en Allemagne sera communiquée à 14h00. Aux Etats-Unis, l'enquête ADP sur l'emploi privé en janvier sera annoncée à 14h15 avant l'évolution hebdomadaire des stocks de pétrole à 16h30 et la décision de politique monétaire de la Fed à 20h00.

Wall Street sans direction claire avant la Fed

Les marchés américains ont clôturé en ordre dispersé à la veille de la décision de politique monétaire de la Fed. Marquée par de nombreux résultats de sociétés, cette séance a aussi été rythmée par la publication d'un rapport JOLTS en décembre meilleur qu'attendu avec 9,02 millions d'ouvertures de postes contre un consensus de 8,75 millions, après 8,92 millions le mois précédent. Côté valeurs, le groupe de livraison de colis UPS a dévié dans le sillage d'une dégradation de ses comptes 2023. Le Dow Jones a avancé de 0,35% à 38467 points tandis que le Nasdaq a fléchi de 0,76% à 15509 points. Entreprise de livraison et de logistique, UPS (-8,20% à 140,06 euros) recule à New York après la présentation de comptes 2023 dégradés et d'une prévision de chiffre d'affaires 2024 inférieure aux estimations. Cette année, UPS anticipe un chiffre d'affaires compris entre 92 et 94,5 milliards de dollars. Selon le consensus LSEG, les analystes tablent sur 95,57 milliards de dollars de revenus. Pour l'exercice en cours, le concurrent de FedEx vise aussi une marge d'exploitation consolidée ajustée comprise entre 10% et 10,6%. Wall Street visait 11,3%.

LES CHIFFRES ÉCONOMIQUES DU JOUR

Le rapport JOLTS du Département américain au Travail a fait ressortir 9,02 millions d'ouvertures de postes en décembre, le consensus étant de 8,75 millions. Un mois plus tôt, ces ouvertures de postes étaient au nombre de 8,92 millions. Aux Etats-Unis, la confiance des consommateurs, mesurée par le Conference Board, est ressortie à 114,8 en janvier contre un consensus de 115. L'indicateur était ressorti à 108 en décembre. L'indice S&P Case-Shiller des prix immobiliers dans les 20 plus grandes agglomérations américaines a progressé de 5,4% en novembre en rythme annuel. Les spécialistes tablaient sur une hausse de 5,8%. Il avait avancé de 4,9% en octobre.

LES VALEURS À SUIVRE AUJOURD'HUI

Airbnb
La proposition de loi "visant à remédier aux déséquilibres du marché locatif en zone tendue" a été adoptée hier en première lecture à l'Assemblée nationale. Les députés ont notamment adopté à une large majorité la modification du "régime préférentiel" dont bénéficient actuellement les meublés de tourisme, avec un abattement forfaitaire de 71 % sur les loyers contre 30 % pour les locations de longue

durée. L'abattement est ramené à 30% sauf pour les meublés "situés dans une commune de montagne ou en zone détendue".

Ford

Les présidents de deux commissions parlementaires américaines ont demandé à l'administration Biden d'enquêter sur quatre entreprises chinoises impliquées dans le projet d'usine de batteries porté par Ford dans le Michigan. Selon leur lettre citée par Reuters, les quatre sociétés auraient des liens directs avec l'armée chinoise, le Parti communiste chinois, le gouvernement nord-coréen et des violations présumées des droits de l'homme dans la région du Xinjiang.

General Motors

General Motors est attendu en nette hausse en pré-marché à Wall Street après la publication de ses résultats du quatrième trimestre. Le constructeur automobile américain annonce un chiffre d'affaires à 43 milliards de dollars contre 38,97 milliards attendus, avec un bénéfice par action ajusté de 1,24 dollar contre 1,16 dollar attendu. GM table pour 2024 sur un bénéfice par action dilué ajusté entre 8,50 et 9,50 dollars contre 7,68 dollars en 2023. L'Ebit ajusté est attendu entre 12 et 14 milliards contre 12,4 milliards en 2023.

Les chiffres macroéconomiques du jour

Les prix à la consommation ont augmenté de 3,1 % sur un an en janvier 2024, après +3,7 % en décembre, a indiqué l'Insee ce mercredi, Cette baisse de l'inflation serait due au ralen-

COTATION COMMERCIALE D'OUVERTURE DU DINAR ALGERIEN

Cours du : 31 Janvier 2024
Valeur : 02 Février 2024

BASE	DEVISES		COURS ACHAT	COURS VENTE
1	USD	US DOLLAR	134.6587	134.6737
1	EUR	EURO	145.6334	145.6900
1	GBP	POUND STERLING	170.6917	170.7757
100	JPY	JAPANESE YEN	91.1889	91.2300
1	CNY	CHINESE YUAN	18.7521	18.7552
1	CHF	SWISS FRANC	155.9091	155.9987
1	CAD	CANADIAN DOLLAR	100.3343	100.3829
1	DKK	DANISH KRONE	19.5387	19.5437
1	SEK	SWEDISH KRONA	12.9325	12.9372
1	NOK	NORWEGIAN KRONE	12.8564	12.8627
1	AED	UAE DIRHAM	36.6558	36.6699
1	SAR	SAUDI RIYAL	35.9061	35.9120
1	KWD	KUWAITI DINAR	437.6298	437.8209
1	TND	TUNISIAN DINAR	42.9836	43.4156
1	MAD	MOROCCAN DIRHAM	13.4452	13.4467
1	LYD	LIBYAN DINAR	27.8215	27.9638
1	MRU	MAURITANIAN OUGUIYA	3.5455	3.5459
1	SDR	SPEC. DRA. RIGHTS	179.1162	179.1162

PARIS

Signe un nouveau record... et retourne à l'équilibre

La bourse de Paris grappille à peine 0,1% ce matin, autour des 7680 points. Un peu plus tôt, l'indice parisien avait pourtant brièvement franchi les 7700 points, une première historique, avant de reculer doucement sous ce seuil symbolique. Il faut dire que les investisseurs devraient limiter les prises de risques aujourd'hui alors que la Fed présentera ce soir, après la fermeture du marché parisien, les conclusions de sa réunion stratégique. Jerome Powell, le président de l'institution, donnera aussi une conférence de presse dans la soirée, un rendez-vous traditionnellement très suivi par les marchés, et d'autant plus en cette période d'incertitudes quant à l'évolution des politiques monétaires des banques centrales... Si la perspective d'un 'statu quo' ne fait guère

de doute, les intervenants tenteront de lire entre les lignes et de déceler d'éventuels indices quant au rythme et au calendrier de baisse des taux. 'La Réserve Fédérale va sans doute mettre fin de manière claire aux espoirs d'une baisse des taux proche (mars) et rapide', anticipe Emmanuel Auboyneau, gérant associé d'Amplegest. Selon lui, 'Jerome Powell va tenter de calmer le jeu tout en gardant la porte ouverte pour les prochaines réunions, en fonction des données économiques'. En attendant, les investisseurs ont pris connaissance de matin d'une série de statistiques et notamment d'une nouvelle baisse (-1,8%) des prix de production de l'industrie (PPI) française en décembre sur un an, après -0,5% en novembre. L'Insee précise que les PPI sont quasi stables (+0,1% après +0,2% en

novembre) hors énergie. Toujours selon l'Insee (estimation provisoire), les prix à la consommation en France augmenteraient de 3,1% sur un an en janvier 2024, un taux en baisse sensible donc après celui de 3,7% observé en décembre 2023. Enfin, l'économie allemande s'est bien contractée au quatrième trimestre, selon une nouvelle estimation publiée par l'Office fédéral de la statistique avec un PIB en repli de 0,3% sur les trois derniers mois de l'année par rapport au trimestre précédent en données corrigées des variations saisonnières, conformément à une première estimation rendue publique le 15 janvier. Dans l'actualité des sociétés tricolores, Vivendi est revenu sur son projet de scission et envisage une division en quatre entités, soit Canal+, Havas, une société regroupant les ac-

tifs dans l'édition et la distribution (participations dans Lagardère et Prisma Media) et une société d'investissement (participations financières dans la culture, les médias et le divertissement). Nexans a informé les marchés que l'Autorité de la Concurrence (AC) a effectué ce mardi des perquisitions sur trois de ses sites en France, sans préciser lesquels. Selon le groupe, ces opérations s'inscrivent dans le cadre d'une enquête visant le secteur de la distribution des câbles d'énergie sur le territoire DOM-TOM. Enfin, hier soir, le Groupe Seb a indiqué avoir réalisé des ventes de 8006 ME en 2023, en croissance organique de 5,3 %. Cette performance est en ligne avec l'objectif que le groupe s'était fixé d'une croissance organique d'environ 5 % des ventes en 2023.

FRANCE

L'inflation ralentit nettement en janvier, à 3,1% sur un an

La hausse des prix a reculé à 4,9% en moyenne en 2023, après 5,2% l'année précédente.

L'inflation a nettement ralenti en France en janvier, à 3,1% sur un an contre 3,7% en décembre, selon une première estimation publiée mercredi par l'Institut national de la statistique et des études économiques (Insee). Cette baisse de l'inflation serait le résultat selon l'Insee du ralentissement des prix de l'énergie, de l'alimentation et des produits manufacturés sur un an, et ce malgré l'accélération des prix des services et du tabac. Sur un mois, les prix à la consommation diminueraient légèrement en janvier (-0,2% en janvier par rapport à décembre, contre +0,1% en décembre). «Je me suis engagé à ce que l'inflation décroisse rapidement au début de l'année 2024. Ce sera le cas: les engagements que je prends, je les tiens»,

a prévenu mercredi matin le ministre de l'Économie Bruno Le Maire, interrogé sur CNews et Europe 1 juste, avant la publication officielle des résultats. Les prix de l'énergie ont ainsi progressé de seulement 1,8% en janvier 2024 par rapport à janvier 2023, alors qu'ils augmentaient encore de 5,7% sur un an au mois de décembre. L'inflation reste plus vigoureuse sur les prix des produits alimentaires, à 5,7% sur un an en janvier, mais demeure là-encore moins élevée qu'en décembre, où les mêmes prix progressaient de 7,2%. Cette baisse est en revanche moins perceptible sur la catégorie des produits frais, pour laquelle l'inflation reste élevée, à +8,3% en janvier 2024 par rapport à janvier 2023, contre +8,8% en décembre. Déjà faible le mois dernier,

l'inflation sur les produits manufacturés a encore été divisée par deux sur un an en janvier, à +0,7%. A l'inverse, les prix des services ont très légèrement accéléré en janvier, en progression de 3,2% sur un an, contre 3,1% en décembre. Le seul indice qui a fortement progressé est celui des prix du tabac, en hausse de 16,8% par rapport à janvier 2023, alors qu'il avait progressé de 9,8% sur un an en décembre. Indicateur de référence pour les comparaisons entre pays européens, l'indice des prix à la consommation harmonisé (IPCH) a augmenté de 3,4% en janvier, en net recul par rapport au mois de décembre (+4,1%). L'Insee publiera à la mi-février une seconde estimation de l'inflation en janvier.

ITALIE

Le taux de chômage poursuit sa baisse en décembre

Le taux de chômage en Italie a poursuivi sa baisse en décembre, passant à 7,2%, soit un recul de 0,2 point par rapport au mois précédent, selon des données provisoires publiées mercredi par l'Institut national des statistiques (Istat). Le taux de chômage des jeunes de 15-24 ans a baissé de 0,4 point à 20,1%, tout en se maintenant à un niveau très élevé. Le taux de chômage en Italie reste

supérieur à celui de la zone euro, qui est tombé en novembre à 6,4%, son plus bas niveau historique. Le nombre de personnes à la recherche d'un travail a diminué de 2,7% en décembre par rapport à novembre, soit 50.000 demandeurs d'emploi de moins. Parallèlement, le taux d'emploi général de la population active en Italie a augmenté de 0,1 point à 61,9%. Le nombre de per-

sonnes occupées s'est accru de 456.000 à 23,7 millions par rapport à décembre 2022. Le taux de chômage des femmes a reculé de 0,2 point à 8,2% en décembre, un niveau bien plus élevé que celui des hommes, également en baisse de 0,2 point, à 6,4%. Cette baisse du taux de chômage s'accompagne d'une légère reprise de l'activité économique en Italie.

Le produit intérieur brut (PIB) a ainsi affiché une hausse surprise de 0,2% au quatrième trimestre par rapport au précédent, grâce à la bonne tenue des services et de l'industrie. Sur l'ensemble de l'année 2023, l'Italie a connu une croissance de 0,7%, dans un contexte de hausse des taux d'intérêt qui a freiné la demande intérieure. En 2022, le PIB s'était accru de 3,7%.

AGRICULTURE
Bruxelles propose de nouvelles mesures afin de limiter les importations d'Ukraine

La Commission européenne veut notamment reconduire l'exemption de droits de douane dont bénéficient les produits agricoles entrant sur le sol européen. La Commission européenne a proposé mercredi de reconduire à partir de juin l'exemption de droits de douane dont bénéficient les produits agricoles entrant dans l'UE, en l'assortissant de «mesures de sauvegarde» pour limiter les volumes des produits les plus sensibles. Ces «mécanismes renforcés» permettront d'adopter «des mesures correctives rapides» en cas de perturbations importantes sur le marché européen, y compris si elles sont localisées. Pour certains produits -volaille, oeufs et sucre- un «frein d'urgence» est prévu pour «stabiliser» les importations aux volumes moyens importés en 2022 et 2023 -niveaux au-delà desquels des droits de douane seraient réimposés, a indiqué l'exécutif européen.

LIVRAISON DE COLIS

UPS va supprimer 12 000 emplois dans le monde

Le groupe américain de messagerie et de livraison de colis UPS compte supprimer 12.000 postes dans le monde. L'entreprise compte actuellement 500.000 salariés. Le groupe américain de messagerie et de livraison de colis UPS va supprimer 12.000 emplois, a annoncé mardi sa directrice générale, Carol Tomé, lors de la conférence téléphonique de présentation des résultats. Ce plan social va permettre des économies d'un milliard de dollars en 2024, a précisé la dirigeante. L'entreprise

dont le siège est situé à Atlanta (sud-est) compte actuellement environ 500.000 salariés. Sollicité par l'AFP, UPS a indiqué que ces suppressions de postes interviendraient dans le monde entier. Carol Tomé a expliqué que ce redimensionnement des effectifs était le résultat d'une réorganisation du groupe davantage que la conséquence du ralentissement de son activité ces derniers mois. "C'est un changement dans notre façon de travailler", a déclaré la directrice générale.

"Donc une fois que les volumes auront augmenté, nous ne prévoyons pas de rétablir ces postes."

Réduction des flux

UPS a engagé un programme massif d'automatisation de ses centres de traitement des plis et colis. Il a notamment créé un site baptisé UPS Velocity, à Louisville (Kentucky), où une partie des opérations sont assurées par quelque 700 robots. L'annonce intervient alors que l'entreprise

a publié, mardi, un chiffre d'affaires en baisse de 7,8% au quatrième trimestre, sur un an, pénalisé par la décélération de son activité. "2023 a été une année unique et difficile", a résumé Carol Tomé. L'un des principaux concurrents d'UPS, FedEx, a supprimé quelque 29.000 postes durant son exercice 2023, clôturé fin mai. Les sociétés de transport de colis font face, depuis fin 2022, à une réduction des flux, après une flambée consécutive à la pandémie de coronavirus.

TOUJOURS TIRÉ PAR LE CLOUD

Microsoft fait mieux qu'attendu au 4^e trimestre 2023

En hausse de 18% sur un an, le chiffre d'affaires ressort à 62 milliards de dollars pour la période allant d'octobre à décembre. Ce montant est supérieur aux 61,1 milliards projetés par les analystes. Mention particulière pour le "cloud". Le groupe informatique américain Microsoft a publié mardi des résultats meilleurs qu'attendu pour le quatrième trimestre 2023, toujours dopés par l'informatique à distance (cloud computing), elle-même stimulée par l'explosion de l'intelligence artificielle (IA) générative. En hausse de 18% sur un an, le chiffre d'affaires ressort à 62 milliards de dollars pour la période allant d'octobre à décembre, qui est le deuxième trimestre comparable du groupe dont l'exercice est décalé. Ce montant est supérieur aux 61,1 milliards projetés par les analystes. Microsoft a fait mieux qu'attendu dans

ses trois grands métiers, avec une mention particulière pour le "cloud", qui affiche 20% de croissance sur un an et pèse près de 42% des revenus de l'entreprise, a précisé le groupe dans un communiqué. Déjà bien positionné dans l'informatique à distance, le groupe de Redmond (Etat du Washington) capitalise désormais sur l'appétit d'IA générative, qui augmente les besoins de ses clients.

Partenaire d'OpenAI

Très rares sont ceux qui disposent, en propre, des capacités de calcul et de stockage nécessaires pour faire tourner les modèles d'IA générative, qui créent textes, images, sons ou vidéo sur simple demande en langage courant. "On est passé de la période où l'on parlait de l'IA à celle où elle est désormais opérationnelle à grande échelle", a commenté le

PDG Satya Nadella, cité dans le communiqué. Partenaire d'OpenAI, créateur de l'interface ChatGPT, Microsoft a ainsi lancé une série de fonctionnalités qui renforcent ses logiciels avec de l'IA générative, notamment son moteur de recherche Bing ou la suite bureautique Microsoft 365. "En infusant de l'IA à tous les niveaux de notre pyramide technologique, nous gagnons de nouveaux clients et nous offrons des avancées et des gains de productivité dans tous les secteurs", a poursuivi le dirigeant.

21,8 milliards de dollars

Outre son potentiel de croissance, le cloud est, de loin, l'activité la plus rentable de Microsoft, et a représenté près de la moitié du bénéfice opérationnel au quatrième trimestre 2023 (46%). "Dans un secteur technologique pourtant dyna-

mique, Microsoft est hors compétition", a commenté Jeremy Goldman, analyste du cabinet Insider Intelligence/eMarketer. "Ils sont les pionniers de la transformation avec l'IA en figure de proue." Le bénéfice net a atteint 21,8 milliards de dollars, en hausse d'un tiers sur un an. Pour autant, l'action du groupe se repliait de 1,61% dans les échanges électroniques postérieurs à la clôture de Wall Street. "Le géant des logiciels a livré des résultats solides, mais pas suffisamment forts pour apaiser le marché", a réagi Sophie Lund-Yates, analyste d'Hargreaves Lansdown. "Les progrès (de l'entreprise) sont impressionnants, mais des questions demeurent", a-t-elle poursuivi, dans une note, évoquant des "signes de prudence" des sociétés clientes de Microsoft dans un contexte de ralentissement économique.

TOYOTA, HYUNDAI, BYD...

L'Asie domine les ventes automobiles mondiales

Toyota a explosé son record historique de ventes mondiales en 2023 et reste en tête, loin devant Volkswagen. Mais c'est surtout l'hégémonie de l'industrie automobile asiatique au sens large qui impressionne.

Les résultats de l'année passée commencent à tomber. Et si nous n'avions pas trop de doutes sur le fait que Toyota serait de nouveau le premier groupe automobile mondial, le détail des ventes, qui vient d'être officialisé, a de quoi impressionner. Dans une année certes moins difficile que 2022, Toyota, Lexus, Daihatsu et toutes ses filiales ont écoulé 11,2 millions de véhicules dans le monde en comptant les utilitaires légers mais aussi les petits camions Hino.

Il paraissait très probable de voir Toyota franchir la barre des 10 millions, ce qui aurait été une première. Mais Toyota a donc fait encore bien mieux que cela, avec une

progression de 7,2 % à la clé dans un climat économique qui reste compliqué, que ce soit en Chine comme en Occident.

Volkswagen sauve l'honneur

Le groupe allemand a livré un peu plus de 9 millions de voitures en 2023 mais reste loin derrière Toyota. Il consolide quand même sa seconde place devant... un autre asiatique, cette fois venu de Corée. Le groupe Hyundai est en troisième position avec 7,3 millions de ventes, en hausse de 6,7 %. Seule ombre au tableau si on peut l'appeler ainsi pour Toyota, la relative faiblesse de ses ventes électriques, avec à peine 100 000 immatricula-

tions en 2023 au sein du groupe en comptant Lexus. Rappelons que Toyota vise 1,5 million de ventes électriques d'ici 2026, ce qui paraît désormais totalement hors de portée pour le géant nippon. Japonais, Corée du Sud et... Chine ! L'Asie devient clairement le leader mondial de l'automobile, au moins en matière de volumes. Stellantis et GM devraient tourner autour des 6 millions d'unités. BYD, de son côté, a passé plusieurs caps en 2023, après avoir dépassé Volkswagen en Chine, pourtant leader historique sur ce marché. Le fabricant chinois a dépassé les 3 millions de ventes en affichant une croissance de 69 % ! Les marges ne sont pas toujours au



niveau des constructeurs historiques haut de gamme européens ou américains, mais l'Asie a d'autres atouts : monopole sur les matières premières des véhicules

électrifiés, investissement dans l'hydrogène ou encore les technologies pour raffiner les métaux essentiels aux batteries.

NOUVELLE SUZUKI SWIFT

Une place à prendre pour la japonaise

La nouvelle Suzuki Swift sera prochainement dévoilée. La nipponne comptera à nouveau sur un bloc trois cylindres à microhybridation et sur un petit atout désormais unique : la transmission intégrale. Les constructeurs européens ont décidé de désertier le segment des petites voitures thermiques abordables, fiables et faciles à entretenir. Peu rentables, elles ont été délaissées au profit du segment supérieur. La Suzuki Swift, elle, boxe entre les deux catégories.

Un poil trop compacte et courte pour être une vraie rivale à une Clio plus habitable, mais trop grande pour être considérée comme une "anti" Twingo. Une inclassable qui se renouvelle puisque nous allons découvrir très prochainement cette quatrième génération de Swift en face à face. En attendant, Suzuki nous a confirmé les premiers détails techniques sur un modèle qui a connu une progression fulgurante en 2023 : 9643 immatriculations, 33,5 % de croissance par rapport à 2022 et

surtout 48e vente française. Ridicule ? Pas vraiment pour un modèle toujours confidentiel mais qui gagne du terrain chaque année. Simplicité mécanique, fiabilité, soit de carburant mesurée et bouille sympathique ont fait la popularité de la Swift en France. Et Suzuki parvient au passage à engranger des parts de marché en B2B dans un marché encore inexploré pour lui.

Un physique bien différent

La Suzuki Swift oublie quelque peu le style tout en rondeur des première et seconde lignée pour un profil plus affirmé et trapu, dans la continuité de la troisième mouture. Longue de 3,86 mètres (coffre annoncé à 265 litres VDA), la Swift n'en oublie pas son terrain de prédilection : ville et péri-urbain. Mais elle conserve une arme secrète qu'aucune de ses concurrentes n'est en mesure de proposer : une transmission intégrale par viscocoupleur (une vraie 4x4 donc, avec arbre de transmission) !



Laquelle sera exclusivement associée à une boîte mécanique à 5 rapports. La CVT sera, elle, réservée à la deux roues motrices. Sous le capot, une seule offre mécanique avec un nouveau trois cylindres 1.2 atmosphérique de 83 ch répondant au nom de Z12E. Il remplace le K12 qui officiait depuis des

années. Il sera microhybride mais câblé seulement en 12V. N'attendez donc pas d'elle de pouvoir rouler quelques mètres en mode électrique, l'assistance ne servira qu'à réduire légèrement la consommation et à accompagner le fonctionnement des éléments électriques à bord. La Swift est frugale et doit le rester.

Son secret, c'est son poids : 919 kg à vide pour la version deux roues motrices en boîte manuelle, et la plus lourde, toute équipée en quatre roues motrices, n'est homologuée qu'à 1037 kg. Redoutable sur la neige et les terrains glissants ! Certes, les performances sont très anecdotiques (11,9 secondes pour aller à 100 km/h avec la boîte CVT) mais l'intérêt est ailleurs : des rejets de CO2 ridicules et une consommation basse, que nous ne manquerons pas de vérifier.

La Swift, à quel prix ?

Peut-elle voler quelques clients aux Clio et 208 ? Les deux officient dans des gammes bien supérieures, que ce soit en termes de polyvalence (meilleures performances) ou de prix. Mais pour ceux qui désespèrent de voir une voiture neuve bon marché et sympathique, la Swift pourrait être un des derniers mohicans en Europe. Il ne reste plus qu'à découvrir ses prix.

Pas de nouvel Audi Q7, mais une seconde mise à jour

Sorti en 2015, le grand SUV d'Audi n'est pas remplacé par une toute nouvelle génération. Il s'agit à nouveau d'une mise à jour qui apparaîtra sur notre marché au premier trimestre. Mise à prix : 89 500 €. En l'espace de deux générations, l'Audi Q7 a su s'imposer dans le cercle des grands SUV luxueux. Il faut dire que le premier opus a accueilli sous son capot le seul diesel V12 de l'histoire avec à la clé 500 ch et 1 000 Nm de couple.

Le deuxième opus n'a pas osé en faire autant, mais a tout de même proposé une version sportive SQ7, toujours en diesel, avec deux cylindres de moins (435 ch et 900 Nm). Ce Q7 II, sorti en 2015, soignait notamment son comportement routier afin de lui donner un soupçon de dynamisme. En 2019, Audi opère un profond restylage qui lui donne un coup de jeune esthétique et surtout technologique. La planche de bord est alors reprise de celle du Q8 avec sa panoplie d'écrans (combiné, info-divertissement et climatisation). Voici donc près de dix ans que ce Q7 est commercialisé, mais l'heure de la retraite n'a pas



encore sonné. Il s'agit donc d'une nouvelle mise à jour, moins conséquente qu'en 2019. Les designers se sont surtout intéressés à la partie avant avec un bouclier qui reçoit des entrées plus fines et verticales et une calandre aux contours et à la grille redessinés. Elle est désormais en contact avec les optiques, à la

forme inédite. Ces dernières intègrent la technologie Matrix LED sur toute la gamme et une fonction laser, en option, qui fonctionne à partir de 70 km/h.

À l'arrière, le bas du bouclier est revu et la technologie OLED s'invite pour la première fois sur le Q7, également en option. Audi a apporté un soin particulier à l'éclairage de son SUV en lui offrant notamment quatre signatures lumineuses différentes. Cela flattera certainement son futur propriétaire qui pourra les choisir via le système MMI.

À l'intérieur, c'est un peu le jeu des sept erreurs. Profondément remaniée en 2019, la planche de bord est reprise à l'identique. De nouveaux inserts décoratifs sont proposés, comme l'aluminium brossé avec embossage, le graphisme de combiné d'instrumentation évolue et affiche un avertissement de changement de voie des autres usagers de la route (camions, voitures et motos). De nouvelles applications comme Spotify ou Amazon music apparaissent.

Ce « nouveau » Q7 s'approprie la suspension pneumatique sur toutes les versions. Elle dis-

pose d'une fonction lift pour élever l'assiette de 60 mm. A contrario, la caisse s'abaisse de 30 mm (15 mm avec la suspension sport) sur autoroute afin de réduire les consommations. Au lancement, le Q7 sera motorisé par un diesel, la version 50 TDI de 286 ch (comme actuellement). Il sera rejoint ensuite par deux offres hybrides rechargeables 55 TFSI e et 60 TFSI e dont les caractéristiques sont, à ce jour, inconnues.

Le SQ7 toujours dans la course

Avec son gros V8 4.0 TFSI de 507 ch, le SQ7 ne paraît plus vraiment dans l'air du temps. Peu importe, il s'agit d'une version d'image et le prolongement de sa commercialisation va ravir les amateurs de moteurs qui ronronnent. Il sera capable d'évoluer sur quatre cylindres, mais ils seront tous actifs lorsqu'il faudra abattre le 0 à 100 km/h en 4,1 secondes. Si le Q7 débute à 89 500 € (50 TDI), la méchante version SQ7 navigue dans d'autres sphères avec un ticket d'entrée de 130 500 €.

DESTINÉE... À PRÉDIRE LES FLUCTUATIONS
SUR LE MARCHÉ DES MINÉRAUX CRITIQUES

Le Pentagone se met à l'intelligence artificielle

L'intelligence artificielle est une technologie aussi utilisée par le département de la Défense américain. Mais pas que pour des armes offensives !

L'IA est capable de produire une quantité presque infinie de nouveaux documents et d'informations. Il n'est alors pas étonnant de voir que les pouvoirs publics souhaitent aussi s'en saisir, notamment chez nos voisins américains. Et si l'on pouvait craindre que l'intelligence artificielle intéresserait surtout pour son usage potentiellement létal, alors même qu'une société comme OpenAI a changé ses statuts pour s'ouvrir au secteur militaire, il s'avère que d'autres usages sont aussi au programme. C'est ce que nous montre un nouveau projet porté par le Pentagone.

Connaître les prix des minéraux critiques

Le département de la Défense des États-Unis s'est lancé au mois d'octobre dernier dans un nouveau projet de développement d'une IA destinée... à prédire les

fluctuations sur le marché des minéraux critiques, tels que les métaux rares. En effet, la production américaine dans le secteur est très loin derrière celle de la Chine à cause de plusieurs facteurs, dont les difficultés à prédire les changements brutaux dans les approvisionnements et à évaluer les prix, facteurs instables qui rendent difficiles la mise en place de nouveaux projets miniers. Un problème qui ne touche pas l'empire du Milieu, puisque son industrie est fortement subventionnée par Pékin, et peut ainsi encaisser des périodes d'effondrement de la rentabilité, voire de rentabilité négative. Le nouvel outil en question aura pour mission de donner plus de prédictibilité dans le secteur des minerais, et donc de rassurer les investisseurs américains. C'est la Defense Advanced Research Projects Agency (DARPA), division du Pentagone en charge du développement d'innovations, qui prendra en charge le

projet, lui-même baptisé OPEN, pour Open Price Exploration for National security.

La DARPA à la manœuvre

Comme son nom l'indique, l'objectif sera de pouvoir, grâce à l'IA, développer la transparence des prix dans le domaine. Car le Pentagone estime que nombre de transactions se font aujourd'hui à partir de « des données de tarification opaques et erronées. » Le département de la Défense souhaite travailler pour ce projet avec un ou plusieurs acteurs économiques extérieurs. Des grands noms comme S&P Global ou Lockheed Martin auraient selon Reuters déjà déposé leur candidature. Et les vainqueurs de ce marché pourraient être prochainement nommés. L'IA, quant à elle, sera développée sur les deux prochaines années, en trois phases distinctes.

23ANDME : FIRME DE TESTS ADN

Les clients aux origines juives et chinoises ciblés par les hackers

Une nouvelle information sur le piratage de 23andMe émerge. Et elle montre que certaines personnes étaient ciblées du fait de leur généalogie. La firme californienne pourra-t-elle se sortir de la polémique entraînée par l'attaque subie l'an dernier ? Difficile à dire, au vu des problèmes qui se sont accumulés dans ce dossier, et qui font l'objet de plaintes. On avait ainsi appris la semaine dernière que 23andMe ne s'était pas aperçu du hack toujours en cours alors que les pirates s'étaient pourtant déjà signalés sur un forum de hackers. Et aujourd'hui, c'est une information

plus grave encore qui est dévoilée.

Un profilage ethnique des hackers

23andMe doit faire face à plusieurs actions en justice depuis le hack découvert au mois d'octobre dernier. Et l'une d'elle porte des accusations assez grave contre l'entreprise, puisque celle-ci aurait omis de notifier à certains de ses clients victimes du piratage qu'elles avaient été ciblées du fait de leurs ancêtres. C'est ainsi, selon le New York Times, que les informations de plus d'1 million de clients ayant des ancêtres juifs ont été dévoilées

le 1er octobre, sur le forum de cybercriminels BreachForums. Celles-ci comprenaient notamment les noms, dates de naissance et adresse des personnes. De même, les informations de 100 000 personnes d'origine chinoise ont été communiquées par le pirate, suite à une demande faite sur le forum. Le hacker disait posséder au total les informations de 350 000 personnes partageant cette ethnicité.

Des informations dangereuses ?

Le problème mis en exergue par la plainte ici diffère de beaucoup des

problèmes habituels posés par les hacks auparavant. Ces attaques sont en effet habituellement considérées comme problématiques pour les vols d'argent ou les usurpations d'identité qu'elles peuvent générer. « Désormais, lorsque nous examinons les violations de données, notre première préoccupation est de savoir si les informations seront utilisées pour harceler physiquement ou nuire à des personnes de manière systématique et à grande échelle » indique l'un des avocats des parties civiles, Jay Edelson. Pour le moment, 23andMe n'a pas souhaité apporter de commentaires sur cette plainte.

POUR LES USAGES PRIVÉS

L'Icann propose de créer le domaine.internal

L'Icann souhaite créer un domaine de premier niveau (TLD) pour son usage interne. Utilisant le suffixe .internal, il jouerait le même rôle le bloc d'adresse IPv4 192.168.x.x. Ils étaient deux candidats sur la liste de l'Icann, .private et .internal. Et c'est finalement ce dernier qui a été choisi comme proposition finale de l'organisme international pour se doter d'une extension de premier niveau (TLD) à usage privé. Ce .internal pourrait jouer le même rôle que le bloc d'adresse IPv4 192.168.x.x pour se connecter en privé pour administrer par exemple son routeur ou une box. Pour des questions de sécurité, ce système n'est jamais enregistré dans le DNS racine et n'est donc pas exposé sur l'Internet public. L'idée du développement d'un tel TLD remonte à 2020 sous l'impulsion du SSAC (comité consultatif pour la sécurité et stabilité). Ce dernier indiquait à l'époque, « de nombreuses entreprises et vendeurs de terminaux utilisent de manière ad hoc des TLD qui ne sont pas présents dans la zone root lorsqu'ils destinent le nom à un usage privé uniquement ». Il ajoutait que « Cette utilisation n'est pas coordonnée et peut nuire aux utilisateurs de l'internet", notamment en obligeant les serveurs DNS à traiter et à rejeter les requêtes pour des domaines utilisés uniquement en interne.

Une adoption prévue au mois d'avril

Pas moins de 35 propositions ont été faites pour cette extension. Après différentes réunions, deux suffixes ont été retenues .private et .internal. Le premier a été finalement abandonné, car il pouvait prêter à confusion avec la protection de la vie privée, mais aussi des significations dans différentes langues. Les évaluations ont été menées pour les six langues des Nations unies : anglais, arabe, chinois, espagnol, français et russe. Le conseil d'administration de l'Icann doit maintenant valider le .internal lors d'une réunion au mois d'avril. Entre temps, l'organisme en charge des noms de domaine invite maintenant la communauté internet à lui faire part de ses commentaires afin d'assurer une mise en œuvre sans heurts. Non contraignant, l'adoption .internal sera encouragée auprès des entreprises, des administrateurs de systèmes et des utilisateurs privés.

Brèves

Perturbations sur Outlook

Plusieurs utilisateurs se sont plaints de difficultés pour accéder au service de messagerie de Microsoft quelque soit le type de client utilisé. Ils subissent des déconnexions, l'impossibilité de faire des recherches et bien sûr de recevoir ou d'envoyer des messages. Le problème semble perdurer depuis au moins une semaine. La firme de Redmond est consciente du problème sans pour l'instant en diagnostiquer la cause et corriger le ou les bugs. « Depuis le 23 janvier environ, les utilisateurs ont signalé des problèmes de connexion avec Outlook 2013, Outlook 2016, Outlook pour Microsoft 365, Thunderbird et les applications de messagerie mobiles lors de la

connexion avec les liens POP, IMPA et Exchange », peut-on lire sur la page support. L'éditeur invite les utilisateurs à se servir du webmail Outlook.com comme solution alternative.

Nexthink achète AppLearn

Le spécialiste de l'expérience employés renforce son offre en mettant la main sur AppLearn pour faciliter l'adoption des outils numériques par les employés. L'expertise d'AppLearn se positionne sur l'apprentissage sur mesure et les conseils en matière d'adoption numérique qui viendra compléter le savoir-faire de Nexthink en la matière. La plateforme d'Applearn - Adopt - aide notamment les entreprises à maximiser leur

investissement dans les technologies et les outils numériques via des conseils personnalisés mais aussi des analyses prédictives de l'adoption pour n'importe quelle application ou workloads.

13 888 GPU dans le HPC6 d'ENI

Avec le concours de HPE et d'AMD, le pétrolier italien ENI (Ente Nazionale Idrocarburi) va mettre en place le supercalculateur HPC6 (600 pétaflops en pointe) pour ses charges de travail de modélisation et d'analyse sismique. L'architecture du HPC6 repose sur le système Cray EX4000 (à refroidissement liquide) pour le calcul et Cray ClusterStor E1000 pour

le stockage. La partie serveur exploite 28 racks avec 128 noeuds – le 28e rack ne contenant que 16 noeuds – ce qui donne au total 3472 noeuds avec une puce Epyc 64 coeurs et quatre GPU Instinct MI250X dans chacun : 13 888 GPU en tout dans une configuration très haute densité. Le HPC6 sera situé dans une zone dédiée au sein du Green Data Center d'ENI à Ferrera Erbognone au sud-ouest de Milan, avec un système de refroidissement liquide direct qui dissipe 96 % de la chaleur générée, et en complément un peu d'air avec un recours minimum à l'air conditionné pour optimiser son efficacité et sa durabilité. Le supercalculateur aura une consommation électrique maximale de 10,17 MW.

Mots fléchés

Ingurgiter	Pointues	Ferrures	Vêtement	Fruit exotique	Évaluation	Enduire les pompes
Expulsion						
	Se poser sur l'eau		Équerre	Cri dans l'arène	Blond d'été	Petites batteries
					Concep-tions	
Esprit		Désagrément				
Avertissement		Chatouiller				
			Horloge			
			Petit tour			
Critiqué				Ouvrir les baies		
Stopper				Libérée par Jeanne d'Arc		
			Triviales			Charge de grison
			Charpente			
Trompe de chasse	Déesse d'Égypte		Brome en symbole		Charpentés	Favorable
	Entêtement		Médecin des animaux			Pompette
		Périple	Bicy-clette			
			De la phratrie		Conifère	
Pièces de charpente	Abîmés				Ornement	
					Fauteuil	
	Encore agile			Garanti		
Massacre				Entraver		Mousse de pub
Titane				Anonyme		
	Os de loup	Pinceau			Terre légère	Précédem-ment
Pianiste français			Département	Réclamés	Corvidé qui cajole	
Dans les kiosques			Bouts de laiton	Agacé		
			Division territo-riale	Petits vautours		
Compostes					Cavité	Débit de boissons
Assignée						
			Partie de l'oeil		Première page	
Cardinaux opposés		Volonté	Crié pour le lion		Gentil monstre	Faisait voir rouge
Cycle					Tas de siècles	
	Soldat américain		Bois précieux			Rapport de cercle
	Aime les bulles		Premier de liste			Précède l'année
Massif franco-belge	Teinture du noyer			S'emparer		
					Fleuve de France	

L’Algérie célébrera samedi la journée mondiale des zones humides

L'Algérie célébrera la Journée mondiale des zones humides, qui coïncide chaque année avec le 2 février, par l'organisation d'une série d'activités sous le thème "Les zones humides et le bien-être humain", a indiqué mercredi la Direction générale des Forêts (DGF), dans un communiqué. Cette journée sera célébrée à travers l'organisation d'un évènement officiel au niveau de la wilaya de Laghouat les 3 et 4 février prochain et par des activités prévues au niveau des conservations des forêts, parcs nationaux, centres cynégétiques et réserves de chasse à travers l'ensemble des wilayas en collaboration avec les partenaires locaux, ainsi que le mouvement associatif, a précisé la même source.

Les Enjeux

Quotidien national de l'économie

Eco

Jeudi 1^{er} février 2024 <http://www.lesenjeuxeco.dz>



FRONTIÈRE AVEC LE MAROC

Saisie de plus de 12 quintaux de kif traité

Des tentatives d'introduction de plus de 12 quintaux de kif traité via les frontières avec le Maroc ont été mises en échec dans des opérations menées par des détachements combinés de l'Armée nationale populaire (ANP), durant la période du 24 au 30 janvier en cours, indique un bilan opérationnel rendu public mercredi par le ministère de la Défense nationale (MDN). "Dans le cadre de la lutte contre la criminalité organisée, et en continuité des efforts soutenus visant à contrecarrer le fléau du narcotrafic dans notre pays, des détachements combinés de l'ANP ont intercepté, en coordination avec les différents services de sécurité lors d'opérations exécutées à travers les Régions militaires, (57) narcotrafiquants, et ont mis en échec des tentatives d'introduction de (12) quintaux et (57) kilogrammes de kif traité provenant des frontières avec le Maroc, alors que (211883) comprimés psychotropes ont été saisis", précise la même source.

RÉUNION DE GOUVERNEMENT

Plusieurs secteurs examinés

Le Premier ministre, M. Nadir Larbaoui, a présidé, mercredi, une réunion du gouvernement consacrée à l'examen d'un nombre de communications relatives à plusieurs secteurs, indique un communiqué des Services du Premier ministre, dont voici le texte intégral : « Le Premier ministre, M. Nadir Larbaoui, a présidé ce jour, 31 janvier 2024, une réunion du gouvernement consacrée à l'examen d'un nombre de communications sectorielles liées aux préparatifs pour le mois sacré du Ramadan, notamment en ce qui concerne la mise en œuvre des mesures de solidarité nationale, l'approvisionnement et la régulation du marché et

la disponibilité des produits de large consommation, ainsi que la gestion rationnelle des ressources en eau, les conditions d'hygiène et le bon fonctionnement des différents services publics. Le gouvernement a également entendu une communication sur la stratégie nationale de production et de stockage du carburant dans le cadre de la sécurité énergétique qui vise à assurer l'exploitation et le développement optimal des capacités de raffinage et à répondre de manière proactive à la demande croissante sur ce produit, en sus de la diversification des exportations, et ce conformément aux directives de monsieur le Président de la République données lors du Conseil des minis-

tres tenu le 7 janvier courant. Par ailleurs, le gouvernement a entendu une communication sur la stratégie nationale permettant de faire face aux défis climatiques dans ses différentes dimensions relatives à l'adaptation aux changements climatiques et à l'atténuation de leurs répercussions. Enfin, le gouvernement a endossé un projet de décret exécutif relatif à la mise en œuvre de projets qui s'inscrivent dans le cadre de la mise en œuvre du programme national de dessalement de l'eau de mer, décidé par monsieur le Président de la République en matière de sécurité hydrique».

R.N.

ILLIZI

Un village bientôt alimenté en électricité à 100% solaire

Deux mini-centrales solaires photovoltaïques seront bientôt réalisées au niveau du village de Tamadjert, dans la wilaya d'Illizi, permettant une alimentation électrique à 100% à base d'énergie solaire des foyers de ce village, a indiqué mercredi le Commissariat aux Energies Renouvelables et à l'Efficacité Énergétique (CEREFE), dans un

communiqué. «En présence des autorités locales de la wilaya d'Illizi, les cadres techniques du CEREFE ont participé au lancement des travaux de réalisation de deux mini-centrales solaires photovoltaïques au niveau du village de Tamadjert, situé à 320 km du chef-lieu de la Wilaya d'Illizi", a précisé le Commissariat. Il a ajouté que ces

deux centrales solaires, de 100 KWc et 30 KWc de puissance installée (soit un total de 130 KWc), dotées de batteries de stockage, "permettront d'alimenter les 200 foyers du village de Tamadjert en électricité d'origine 100% solaire". La livraison de ces deux petites centrales "aura lieu avant la fin du semestre en cours", a-t-on précise de

même source. L'étude et la conception du projet ont été réalisées par le CEREFE pour en faire un projet de démonstration "d'un village 100% solaire et durable", appelé à être dupliqué dans d'autres wilayas, conformément aux orientations des plus hautes autorités du pays. Le CEREFE, qui assure le suivi des travaux de ce projet, veillera pour que

les installations et les équipements solaires déployés soient conformes aux exigences de qualité, de durabilité et de performance. La réalisation de ce projet permettra à la population de ce village, non seulement d'avoir accès à une énergie propre et durable, mais également d'accéder à tous les services énergétiques connexes, selon la même source.

Chronique Eco

d'Anouar El Andaloussi

Dans une précédente chronique (en septembre 2023), nous avons écrit ceci : « Les enjeux géopolitiques et économiques en Afrique font l'actualité.

Ce continent longtemps a été ignoré sur la scène internationale, et même par lui-même. Tout se passe comme si l'Afrique était un objet désincarné, un trésor à cacher, un faire-valoir pour attaquer l'autre, le concurrent, un terrain pour mesurer la misère par les institutions internationales ou multilatérales, mais jamais comme un territoire avec des habitants, une histoire, une population nombreuse et en croissance... Les Etats formés au lendemain des indépendances et surtout les systèmes de pouvoir à leurs têtes sont souvent des appendices de centres de décision qui se trouvent ailleurs, en Europe ». Aujourd'hui ni le Commonwealth, ni la France-Afrique ne résistent aux nouvelles recompositions imposées par la nouvelle géopolitique. Il n'est pas sûr que la nouvelle recomposition soit meilleure que l'ancienne au plan économique. L'objectif demeure le même : comme prendre les richesses du sous-sol africain ? Seuls les instruments et le nombre de prétendants changent. En effet, nous constatons l'irruption de nouveaux acteurs (hors Europe occidentale), hier totalement absents de la scène africaine : Chine, Russie, Turquie, Emirats, Inde...

Aujourd'hui, les africains, et particulièrement les sahéliens, découvrent qu'ils manquent de tout et même leur sécurité n'est plus assurée. Ils découvrent aussi qu'ils sont assis sur des réserves colossales de matières premières des plus nobles et des plus indispensables pour la nouvelle économie post-industrielle (l'Uranium, les terres rares, et d'autres minéraux de premier ordre). L'Afrique devient un véritable enjeu minier. "Le pillage de l'Afrique", titre El Independiente, (un site d'information espagnole) qui estime que l'irrup-

L’Afrique : longtemps ignorée, aujourd’hui adulée, courtisée !!!!

tion de l'Afrique dans une actualité internationale brûlante est aussi un indice de l'importance des matières premières de ce continent. L'instabilité institutionnelle qui essaime au Sahel et les guerres qui déchirent le continent sont autant de batailles d'influence pour un contrôle direct des ressources. Les coups d'Etat en série qui touchent l'Afrique de l'Ouest depuis 2020 traduisent l'épuisement de l'architecture politico institutionnelle des pays issus de la décolonisation française. Mais en même temps, ces coups d'Etat sont-ils porteurs d'espoir et d'espérance pour leurs populations et leurs élites ; rien n'est moins sûr. Depuis 2022, pas moins de quatre conférences au sommet ont été organisées pour montrer aux africains qu'on veut les aider dans un cadre ou un autre, d'un partenariat stratégique, gagnant-gagnant, mélange d'intérêts économique et compassion pour les habitants, ...d'abord la Turquie, suivie par la Chine, en 2023 la Russie, en 2024 l'Italie (cette semaine). Pour cette dernière, elle vient se rattraper après avoir échoué dans sa lutte, parfois inhumaine, contre l'immigration illégale sur ces côtes méditerranéennes. Elle vient donc avec un Plan Baptisé « Plan Mattei » du nom du célèbre industriel dans le pétrole et grand militant de la cause algérienne ; le Gazoduc reliant l'Algérie à l'Italie porte son nom. Ce plan de 5.5 Mds d'Euros est vraiment symbolique, comparé aux autres annonces, comme celle de 2022 de l'UE qui affiche 150 Mds d'Euros. Pour l'Italie, comme pour tous les pays européens, l'objectif central, l'énergie et le contrôle de l'immigration ; pour la Chine, les matières premières ; pour la Russie, un positionnement géopolitique. Des groupes indiens viennent de signer des accords d'investissement de 7Mds de \$ au Nigéria. Paradoxalement, au moment où les pays lointains

courtisent l'Afrique, les Etats africains se livrent à des conflits et créent des différends inutiles. Le Mali résilie de manière unilatérale les accords issus du processus d'Alger (2015) qui a scellé l'entente et la paix entre l'Etat central et les mouvements de luttes du Nord. En contrepartie, il court derrière un chimérique projet de coopération qui permettrait une ouverture sur l'Atlantique par le port de Dakhla, en territoire sahraoui occupé. Le Même Mali, avec deux autres pays ayant connu des coups d'Etat au cours des deux dernières années, le Niger et le Burkina-Faso, décident de quitter la CEDEAO (le 29/12/2024), une union douanière, monétaire et commerciale. La CEDEAO n'est pas exempte de critiques, mais de là à la phagocyter avant même de régler le problème de la monnaie (Franc CFA) avec la France, c'est fragiliser davantage ce processus de recomposition de la région au plan économique. La question de la monnaie va se poser pour ces trois pays à très court terme, comme celle des populations de ces pays installées dans les autres pays de la CEDEAO et inversement. Un projet de création d'une nouvelle monnaie (le SAHEL) par les trois pays est lancé, mais sa concrétisation n'est pas aisée. Entre visées économiques et géostratégiques des pays étrangers à long terme et recompositions intra continent des alliances des Etats africains à court terme, les intérêts des africains seront, encore une fois de plus, entre les mains des autres. Les coups d'Etat ne sont pas la meilleure façon d'instaurer une bonne gouvernance, au contraire, ils entretiennent la culture du coup d'Etat permanent, de l'incertitude, de la méfiance des IDEs etc. La ZLECAF, nouvellement installée subira certainement, dans sa mise en œuvre, les conséquences de toutes ces crises et différends internes à l'Afrique.